

***l'Anti*capitaliste**

n°445 | 4 octobre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 9 OCTOBRE

REPRENDRE

LE COMBAT

CONTRE

MACRON

ET SA POLITIQUE

Dossier

SANTÉ: TOUJOURS PLUS DE RÉGRESSIONS!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le mépris n'est pas moins pénible au soleil

Page 2

ACTU POLITIQUE

MigrantEs: des prises de position et des débats salutaires à gauche

Page 4



ACTU INTERNATIONALE

Turquie: la colère des ouvriers du chantier de l'aéroport

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Ugo Paetha sur la Possibilité du fascisme

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Le mépris n'est pas moins pénible au soleil

Probablement trop à l'étroit dans l'hexagone, où les ennuis s'accumulent, des rebondissements de l'affaire Benalla à la démission – pour l'instant refusée – de Gérard Collomb, Macron et ses conseillers ont cru bon d'organiser un voyage présidentiel aux Antilles, un peu plus d'un an après que le terrible ouragan Irma s'est abattu sur la région.

On ne s'attardera pas sur le cynisme d'une telle opération de communication, ni sur la mise en scène du président rendant visite aux sinistrés d'Irma, dont le scénario semble avoir été écrit par Hergé. Et l'on ne s'attardera pas non plus sur la pathétique polémique autour de la photo de Macron en compagnie de deux jeunes dont l'un brandit un doigt d'honneur – toujours moins dangereux que le pistolet d'Alexandre Benalla.

Car le plus notable dans cette visite, c'est que Macron, quelques jours après ses déclarations sur les chômeurs qui n'ont qu'à traverser la rue pour trouver un emploi, continue de transpirer le mépris, et de l'assumer avec des airs cyniques et rigolards qui donnent envie de casser son écran de télévision. Interpellé par des habitants de Saint-Martin à propos de la situation catastrophique dans les écoles de l'île en raison des retards de reconstruction, Macron a ainsi cru bon de répondre, sur ce ton faussement concerné et vraiment arrogant qui est désormais l'une de ses marques de fabrique: «*Je peux vous regarder dans les yeux car je fais tout ce que je peux faire.*» Avant de faire la leçon à un jeune qui lui expliquait qu'il venait de sortir de prison et était au chômage: «*Il y a du travail pour reconstruire. Faut pas rester comme ça et pas refaire des bêtises. Les braquages c'est fini. Ta mère mérite mieux que ça.*»

Combien de temps va-t-on devoir supporter le révoltant spectacle d'un président des riches mettant en scène les leçons de bonne conduite qu'il donne aux plus pauvres et aux plus démunis, alors que sa politique favorise toujours davantage les inégalités sociales? Combien de temps les start-upeurs de la team Macron vont-ils se sentir suffisamment assurés pour organiser des opérations de communication au cours desquelles ils étalent leur mépris vis-à-vis des classes populaires et de la jeunesse?

Nous sommes des millions à ne plus le supporter. Nous sommes des millions à ne plus les supporter. Il est grand temps de se faire entendre et qu'ils perdent une bonne fois pour toutes la confiance de classe qui les anime.

BIEN DIT

«*On réveille les clients dès 7 heures du matin. L'hôtel a perdu 20% de ses clients, ça lui coûte du pognon et c'est le but. On verra combien de temps ils vont tenir... nous on est là pour un mois, deux mois ou trois mois, il n'y a pas de souci.*»

SAMEH HAMOUDA, employé de maintenance et délégué CGT à l'hôtel Park Hyatt Paris Vendôme, touché par un mouvement de grève depuis le 25 septembre, francebleu.fr, 28 septembre 2018.

À la Une

Le 9 octobre, reprendre le combat contre Macron et sa politique

Après moins d'un an et demi au pouvoir, Macron et son gouvernement n'ont jamais été aussi impopulaires et en crise. C'est même un des faits politiques importants de cette rentrée. Si cette impopularité n'entraîne pas encore un coup d'arrêt aux attaques, cela n'en est pas moins une épine dans le pied de l'arrogant Jupiter-président et de ses sbires...

Depuis plus d'un an, les caisses des riches se remplissent de façon indécente et nos conquêtes sociales sont mises à mal, tout cela au nom de la sacro-sainte «croissance». Mais cette dernière connaît un «gros coup de frein», alors que les grands argentiers du gouvernement assuraient que la politique mise en place la boosterait. La méthode Macron ne produit pas les effets escomptés, et même dans le camp des capitalistes les plus libéraux, malgré les tonnes de cadeaux, on commence à tousser. Sans oublier les «affaires», de Benalla à Nyssen en passant par Ferrand, qui nous montrent que le «nouveau monde» est aussi pourri que l'ancien.

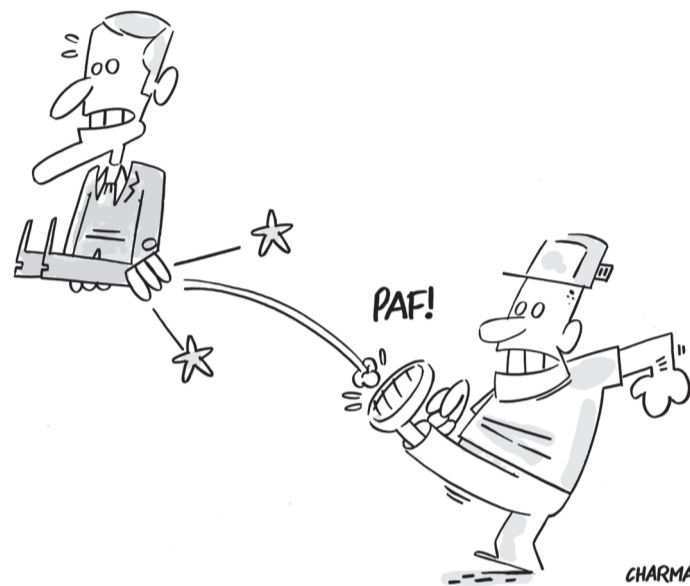
Mépris de classe

L'une des marques de fabrique de ce gouvernement et de ce président est bel et bien celle du mépris envers le monde du travail. Après les «gens qui ne sont rien», les «fainéants» qui font grève, les «premiers de cordée», celles et ceux qui «foutent le bordel», les «gaulois réfractaires», on a eu le droit, face à un chômeur, à l'affirmation selon laquelle «il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi». Macron a réitéré ses propos lors de sa visite aux Antilles, en déclarant «*[qu']il faut accepter une offre d'emploi même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut.*» Pour lui et sa clique, les choses sont simples: si tu es chômeur c'est de ta faute. Toutes celles et tous ceux qui enchaînent les CDD, les boulots les plus précaires, les missions d'intérim sans arriver à décrocher un emploi stable, sans même espérer un emploi qui corresponde à leurs expériences et/ou diplômes, ont apprécié.

Guerre de classe

Dans un contexte de crise politique, le gouvernement continue à marche forcée sa politique de destruction

LE 9 OCTOBRE, AIDONS-LE À TRAVERSER LA RUE!



social. Tout doit y passer: les statuts collectifs, la fonction publique et les services publics, la sécurité sociale, la santé, l'éducation nationale, la culture, les retraites, les aides sociales, les rémunérations... Tout cela en faisant croire que ce qui est bon pour les patrons le serait pour l'ensemble du monde du travail. Mais en réalité cette politique n'a qu'une seule conséquence: l'explosion des inégalités et de la précarité. Et ce gouvernement peut aller sur tous les plateaux télé et radio pour dire qu'il agit pour nous, de plus en plus de travailleurEs, de retraitéEs, de jeunes... savent que sa politique n'est pas favorable à notre pouvoir d'achat ou pour lutter contre le chômage ou la misère, bien au contraire! Le fameux «plan contre la pauvreté» prévoit 2 milliards d'euros sur 4 ans (une paille pour les 8 millions de personnes concernées) alors que les cadeaux fiscaux pour les plus riches

ne cessent d'augmenter et que la fraude fiscale s'élève à 100 milliards d'euros par an, en toute impunité.

Les résistances existent

Le gouvernement Macron-Philippe peut se féliciter d'avoir fait passer l'ensemble de ses contre-réformes, mais cela n'a pas été sans résistances ni confrontations directes. Certes, les mobilisations du printemps 2018 se sont soldées par des échecs pour notre camp social. Mais pour autant, ces échecs n'ont pas mis le monde du travail ni la jeunesse à genoux. De même que les échecs de la mobilisation contre les ordonnances n'ont pas empêché les mobilisations contre Parcoursup, le pacte ferroviaire et la dégradation continue du système de santé, les discussions dans la jeunesse et dans nos lieux de travail laissent entrevoir des possibilités de rebonds pour faire face aux attaques présentes et à venir. Les exemples

sont nombreux où, chaque jour, les salariéEs et la jeunesse se mobilisent contre les politiques du gouvernement et du patronat: hospitalierEs, postierEs, enseignantEs, salariéEs du commerce, de la restauration, agentEs des finances publiques, ouvriers de l'automobile... sans oublier les zadistes, les mobilisations pour le climat ou encore pour les droits des femmes... Toutes ces mobilisations, ces grèves, prouvent que le monde du travail est loin, très loin d'être abattu. Mais, plus que jamais, c'est bien d'une mobilisation d'ensemble dont nous avons besoin pour faire reculer ce gouvernement en détournant si il le faut l'inertie de certaines directions syndicales.

Le 9 octobre, touTEs en grève et dans la rue

La CGT, FO, Solidaires, l'Unef, la FIDL et l'UNL appellent les salariéEs et la jeunesse à se mettre en grève et descendre dans la rue le 9 octobre prochain contre la politique de casse sociale de ce gouvernement, et pour imposer d'autres politiques. Seront également présents les retraitéEs mobilisés contre l'augmentation de la CSG et contre la non-revalorisation de leurs pensions. Cette journée interprofessionnelle de rentrée doit permettre à l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse de construire et d'enclencher un mouvement d'ensemble. Dans un contexte d'offensive tous azimuts de ceux d'en haut et d'éparpillement de notre camp social, nous devons confirmer notre présence et notre rôle dans tous les cadres de front unique, les mobilisations, les résistances... afin d'arriver, par un mouvement le plus large possible, à faire reculer ce gouvernement en prenant le contrepied des directions syndicales qui se complaisent dans un dialogue social démobilisateur. Pour qu'il sache que nous n'avons pas dit notre dernier mot!

Joséphine Simplon

MIGRANT-E-S

Se saisir de toutes les mobilisations!

Alors que l'*Aquarius* fait route vers le port de Marseille, où les autorités comptent l'immobiliser, les mobilisations en solidarité avec les migrantEs doivent prendre de l'ampleur.

À l'issue d'un marchandage sordide, les dirigeants européens tentent de désamorcer la crise créée par l'interdiction faite à l'*Aquarius* de débarquer dans son port d'attache: Marseille. Responsables des milliers de meurtres en Méditerranée, où plus de 1600 personnes sont

mortes noyées depuis le début de l'année, les responsables de l'UE ont contraint l'équipage de l'*Aquarius* à faire escale à La Valette, pour «répartir» les 58 hommes, femmes et enfants qui risquaient sans doute de déstabiliser l'Europe. On ose parler d'un «accord de répartition solidaire». La France, dans sa grande générosité, prévoit, «après étude des dossiers» (sic) d'en «accueillir»... 18. Mais l'ignominie ne s'arrête pas là: non contents de bloquer tout navire humanitaire, les dirigeants européens enjoignent à tous les navires marchands ou militaires de s'abstenir de secourir les embarcations susceptibles de transporter des migrantEs, remettant en cause les dispositions de la convention

internationale pour le sauvetage de la vie humaine. Si ces directives étaient appliquées, elles signifieraient que l'Europe assume un crime contre l'humanité et un formidable recul civilisationnel.

Répondre à l'appel de SOS Méditerranée et de MSF

Le scandale créé par la gestion gouvernementale de l'épopée de l'*Aquarius* suscite de nombreuses réactions dans ce que l'on appelle la société civile, et de nombreuses polémiques au sein de la «gauche» en France et en Europe (voir page 4). Des tribunes signées par des «personnalités» aux appels à dons pour subventionner leurs activités, SOS Méditerranée et Médecins sans frontières ont su

sensibiliser une partie de l'opinion publique. Initiée il y a quelques jours, une pétition européenne a d'ores et déjà recueilli plus de 80 000 signatures. Au-delà de ces actes de sensibilisation médiatisés, les deux organisations organisent samedi 6 octobre des rassemblements un peu partout en Europe. En France, des initiatives se tiendront dans plusieurs grandes villes: Paris, Lyon, Marseille, Nantes, Montpellier, Toulon, Brest, Bordeaux, Grenoble, Saint-Étienne... Les militantEs du NPA répondront présents à l'appel pour exiger que soient prises des mesures afin que l'*Aquarius* puisse rapidement repartir en mer. Pour imposer l'obligation de prêter assistance aux embarcations en difficulté. Pour exhorter les États

Un monde à changer

DE MAURICE AUDIN AUX MILLIERS DE DISPARUS DE LA GUERRE

D'ALGÉRIE. Le 11 juin 1957, les parachutistes arrêtent chez lui Maurice Audin, jeune mathématicien, maître auxiliaire à l'université d'Alger. Il est membre du Parti communiste algérien, comme Henri Alleg arrêté le lendemain. Son épouse Josette Audin, qui cherche à savoir où se trouve son mari, apprendra le 1^{er} juillet que son mari s'est « évadé »... Alors qu'il ne subsiste aucun doute sur le fait que Maurice Audin est mort sous la torture des paras du général Aussaresses, Josette Audin et ses enfants n'auront de cesse de réclamer la vérité : où et comment a été assassiné Maurice Audin, où se trouve son corps... Aucun des présidents de la 5^e République n'a répondu à leurs demandes. Et voilà qu'Emmanuel Macron, en grande baisse dans tous les sondages, reconnaît, et c'est tant mieux, l'assassinat de Maurice Audin par l'armée française dans cette guerre coloniale qui a causé des centaines de milliers de mortEs algériens, et tant de disparuEs. À présent, il faut aller plus loin. Reconnaitre le rôle de l'armée française dans les guerres coloniales, dont celle menée en Algérie avec un tel déni que même la guerre n'était qualifiée que « d'évènements » jusqu'en juin

1999. Durant toute cette période, l'armée concentrait tous les pouvoirs, militaires mais aussi de justice, qui furent encore renforcés par le vote des pouvoirs spéciaux à l'Assemblée nationale le 12 mars 1956, y compris par le Parti communiste. Très vite, on sut que la torture était omniprésente, sur le terrain des opérations comme dans les prisons. Elle fut dénoncée par un seul officier supérieur, en 1957, le général de La Bollardière, et par des journalistes et intellectuels comme Claude Bourdet dès 1955 (*Votre Gestapo d'Algérie*), Henri Alleg avec *la Question* en 1958, ou encore Pierre Vidal-Naquet. Il faudra aussi se prononcer sur l'utilisation de la guillotine, pour 250 à 300 AlgérienEs, tous condamnéEs pour raisons invérifiables, à l'instar de Fernand Iveton, exécuté au motif d'une tentative d'attentat non réalisée. La famille Audin a toujours affirmé que Maurice Audin n'était que l'un des disparuEs morts sous la torture et dont les familles ne savaient rien. Le fichier secret d'un millier de disparuEs de la « bataille d'Alger », un document officiel, exhumé des archives françaises d'outre-mer, vient d'être mis en ligne pour faire connaître la vérité sur ces disparuEs que leurs familles recherchent toujours.

CONGRÈS DU PARTI TRAVAILLISTE

Succès de Corbyn et de la gauche du parti

À l'occasion du congrès du Parti travailliste, qui s'est achevé le 27 septembre, nous publions le point de vue de nos camarades de *Socialist Resistance*.

Après un été durant lequel le dirigeant travailliste Jeremy Corbyn a dû faire face à d'incessantes attaques venues de la droite du parti et des médias, le congrès du Parti travailliste a été pour lui un véritable triomphe. Les engagements et les décisions des déléguéEs vont déboucher, lors des prochaines élections générales, sur un programme encore plus radical que celui de 2017.

Sur les questions de santé, d'éducation, de logement, de nationalisations, d'aides sociales, mais aussi de lutte antiraciste ou en solidarité avec les PalestinienEs, le congrès s'est accordé sur un programme profondément anti-austéritaire, antiraciste et internationaliste. Tout cela dans une atmosphère très positive, avec des interventions fortes de déléguéEs dénonçant l'implacable réalité de la Grande-Bretagne de Theresa May et leur détermination à lutter pour l'élection de Corbyn au poste de Premier ministre.

En finir avec l'ère Blair

Sous la direction de Tony Blair, le Parti travailliste avait développé des politiques réactionnaires sur la plupart des questions. La participation britannique à la guerre d'Irak a été un paroxysme, et s'est accompagnée de



WIKIMEDIA COMMONS

politiques intérieures en phase avec le néolibéralisme. Des décisions en partie permises par des changements des structures internes du parti, et par destruction de la souveraineté démocratique du congrès, devenu un show médiatique et non un lieu où les membres du parti prenaient des décisions politiques. Mais le congrès de l'année dernière avait lancé un chantier démocratique, dont l'objectif était de traduire et codifier d'un point de vue organisationnel le déplacement du parti vers la gauche, notamment l'augmentation spectaculaire du nombre de ses membres, en approfondissant les mécanismes démocratiques.

Le chantier était vaste, et le congrès a pris un nombre important de décisions cruciales. En particulier le renforcement ou la mise en place de structures pour les femmes, les raciséEs, les LGBT, les jeunes, les handicapéEs... Le congrès lui-même sera désormais organisé autour de résolutions venues des militantEs, et non des députés, des conseillers et du « Shadow Cabinet » qui avaient jusqu'alors tout le pouvoir.

Il y a des limites à ces progrès. Ainsi, les demandes de changement de la procédure pour désigner les instances locales – véritables bastions de l'aile droite et parlementaire du Parti travailliste

– n'ont pas été examinées, pour des raisons inconnues.

Le Brexit en débats

Le Brexit a fait l'objet d'une discussion centrale lors du congrès. Cette question est complexe, pour les membres du parti comme pour la direction. La grande majorité des membres du parti ont soutenu le « remain » lors du référendum, mais il y avait une forte majorité favorable au « leave » dans de nombreuses franges de l'électorat traditionnel du Parti travailliste, notamment dans les catégories ayant le plus souffert des ravages de la désindustrialisation. Corbyn a été, à juste titre, prudent, et a évité de faire preuve de mépris à l'égard de ces catégories en refusant de prendre position de manière précipitée en faveur d'un nouveau référendum. Mais, tenant compte des divisions croissantes au sein du Parti conservateur et du risque de crise constitutionnelle si le Parlement votait contre les différentes options proposées [pour le Brexit], le congrès a très majoritairement adopté une position inédite quant à un second référendum : une élection générale reste l'option privilégiée, mais un nouveau référendum – et la défense du « remain » – n'est plus exclue. Avec un leader en confiance et des militantEs enthousiastes, la perspective d'une victoire de Corbyn semble désormais à portée de main.

Veronica Fagan, traduction J.S.

à prendre leurs responsabilités et établir un véritable « modèle de sauvetage » en Méditerranée.

Aller plus loin dans la mobilisation !

Si ces appels vont dans le bon sens et alertent les consciences, ils ne peuvent à eux seuls régler la question de la démission collective des gouvernements européens devant le devoir d'accueil des migrantEs. Il y a une tragique ironie dans une situation où l'on est appelé à suppléer l'incurie des États, entre autres en aidant financièrement des associations pour prendre en charge ce qui relève des prérogatives de ceux-ci. Les antiracistes et internationalistes européens ont une grande responsabilité à assumer dans les semaines et les mois à venir : s'unir et s'organiser pour mettre fin à l'hécatombe en Méditerranée, imposer le droit de

circulation et le droit d'installation pour toutes et tous, exiger l'ouverture inconditionnelle des frontières terrestres de l'Europe, l'établissement en urgence des ponts aériens pour mettre fin aux traversées mortelles, la distribution aux arrivantEs de visas leur permettant de circuler et de décider par eux-mêmes du pays où ils veulent s'établir. Nous ne sommes heureusement pas les seulEs à nourrir de tels objectifs qui peuvent paraître à contrecourant de l'idéologie européenne dominante. Nous y reviendrons prochainement dans ces pages. Un exemple parmi d'autres pour l'illustrer : le week-end dernier à Bologne, à l'appel du syndicat Si Cobas regroupant 15 000 adhérentEs très majoritairement sans papiers, s'est tenue une réunion en présence de délégations venues de toute l'Europe. Un manifeste issu



DR

des travaux va circuler dans les prochains jours, des propositions de manifestations internationales

également. TouTEs ensemble, on peut y arriver !
Alain Pojolat

Le chiffre

9 C'est le numéro du maillot personnalisé que le Real Madrid a remis à la jeune militante palestinienne Ahd Tamimi, en visite dans divers pays européens dont l'État espagnol, après avoir passé plus de 8 mois dans les prisons israéliennes. Un geste hautement symbolique, qui a suscité la colère de nombreux responsables israéliens, qui ont entre autres déclaré qu'Ahd était « une terroriste incitant à la haine et la violence ». Un énervement qui fait plaisir.



Agenda

Jeudi 4 octobre, procès aux prud'hommes des 850 ex-Goodyear, Amiens (80). RDV à 8 h au Zénith d'Amiens, Mégacité, parking du Zénith, avenue de l'Hippodrome à Amiens.

Samedi 6 octobre, Sauver l'Aquarius et le sauvetage en Méditerranée. À 14 h 30, rassemblements à l'initiative de SOS-Méditerranée : Paris (place de la République), Marseille (Vieux-Port au niveau de l'ombrière), Nantes (square Jean-Baptiste-Daviais), Montpellier (place de la Comédie), Brest (marches de la Mairie), Bordeaux (place Pey-Berland), et aussi à Saint-Étienne, Lyon, Toulouse et Grenoble.

Mardi 9 octobre, manifestation interprofessionnelle contre la regression sociale.

Samedi 20 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan. À 14 h, devant la gare. Départs collectifs en car ou en co-voiturage de Paris, Toulouse, Bordeaux et Marseille. Plus d'infos : <http://liberonsgeorges.samizdat.net>

NO COMMENT

« Je place la lutte contre la pauvreté au cœur de mon engagement et de mon combat. »

EMMANUEL MACRON, *le Monde*, 1^{er} octobre.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BUDGET 2019**Tout pour le capital**

Les projets budgétaires du gouvernement sont désormais publiés. Le pouvoir axe sa communication sur les 6 milliards que représenteraient les baisses d'impôts et de cotisations sociales pour les ménages. En fait, il s'agit d'une gigantesque entourloupe pour faire passer les cadeaux aux entreprises et aux riches.

Comment se décomposent ces 6 milliards d'euros? On y trouve pêle-mêle la deuxième tranche de la baisse de la taxe d'habitation (qui avait été reportée pour financer la baisse de l'impôt sur la fortune alors que la promesse de Macron était la suppression totale au 1^{er} janvier 2018), la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires à partir du 1^{er} septembre et l'effet de la baisse des cotisations sociales salariales. Le gouvernement en retranche l'effet des hausses de la fiscalité sur le tabac et le diesel, et obtient ainsi ces 6 milliards d'euros de « gain de pouvoir d'achat ».

De six milliards à presque zéro

Mais dans le calcul gouvernemental, il y a un « petit » oubli : la perte de pouvoir d'achat entraînée par la revalorisation dérisoire des prestations sociales et des pensions de l'an prochain. Celles-ci ne vont en effet augmenter que de 0,3%, alors que le gouvernement prévoit une hausse des prix de 1,4% : ces allocations perdront donc une valeur réelle de 1,1%, soit 3 milliards d'euros. À cela s'ajoute la réforme des allocations logement et leur désindexation, dont l'impact est évalué à plus de 1 milliard d'euros. Enfin, la hausse du taux de cotisation des retraites complémentaires Agirc-Arrco, qui amputera le pouvoir d'achat de 1,8 milliard d'euros. Les 6 milliards mis en avant par le gouvernement s'évaporent largement : l'OFCE – institut indépendant – a quant à lui calculé qu'il n'en resterait que 1,7 milliard d'euros. Ceci sans parler de ce qui n'est pas directement intégrable au calcul : les conséquences des restrictions budgétaires sur les services utiles (éducation, santé, etc.), qui pèseront sur les ménages, et notamment les ménages populaires. Cerise sur le gâteau : les quelque 3,5 milliards d'euros d'économie sur les allocations chômage d'ici à la fin du quinquennat Macron, que le gouvernement donne pour objectif à la négociation Unedic qui va bientôt s'engager.

Pactole pour les entreprises et l'armée

En tout cas, par rapport aux 19 milliards environ dont vont bénéficier les entreprises, les gains éventuels des ménages sont microscopiques. Ces 19 milliards correspondent pour l'essentiel au choix du gouvernement de transférer 18,8 milliards d'euros vers les entreprises par l'engagement de baisses de cotisations sociales employeurs, alors même que l'État va s'acquitter de près de 20 milliards au titre du CICE 2018. Le chèque total avoisine donc 40 milliards d'euros. À cela s'ajoutent notamment plus de 2 milliards d'euros liés à la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés.

Pour tenir le déficit global des finances publiques, l'austérité va être de mise du côté des dépenses. Sauf pour la Défense (dont les crédits augmenteront de 4,8%)!

Pour justifier ses cadeaux aux entreprises, le gouvernement parle de soutien à l'investissement et à l'emploi. Or, après 4 ans de CICE, on est bien en peine (y compris dans les études officielles) de distinguer un impact significatif. Les investissements productifs n'ont pas particulièrement progressé par rapport aux autres pays européens, tandis que la robotisation de l'industrie stagne. Quant aux emplois créés (ou préservés), 100 000 à 200 000 s'ils existent, leur coût est supérieur à celui d'embauches directes par l'État sur des postes socialement utiles.

Même les quelques velléités de députés de la majorité LREM de donner une tonalité plus « sociale » aux mesures prises ont été jusqu'à présent bloquées par un gouvernement agrippé à sa politique en faveur des riches et des entreprises. Comme le déclarait déjà Édouard Philippe en septembre 2017, c'est tout pour le capital, dans l'espérance illusoire qu'il en résultera un mieux : « Je l'assume, notre objectif c'est de faire en sorte que le capital reste en France et même d'attirer des gens, y compris des gens riches, en France ».

Henri Wilno

MIGRANT-E-S Des prises de position et des débats salutaires à gauche

En juin dernier, unE migrantE sur sept est mortE en tentant la traversée de la Méditerranée, sous les yeux du gouvernement français qui, au lieu d'aider, participe au sabotage du dernier bateau qui assurait des sauvetages. Peut-être fallait-il en arriver à ce niveau d'horreur pour que la gauche dégage analyses et prises de position sur les politiques migratoires.

Quoi qu'il en soit, on ne peut que se réjouir, sans arrière-pensée, de voir que les prises de position à gauche se multiplient pour dénoncer la politique migratoire du gouvernement et de l'UE.

Des prises de position bienvenues

Quand le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, écrit une tribune dans le Monde dénonçant les entraves à la circulation, prônant la régularisation des travailleurs sans-papiers et la lutte pour l'égalité des droits, cela facilite le boulot pour touTEs les syndicalistes, pour mobiliser leur section syndicale ou l'union locale au côté des migrantEs. Car nous savons que le racisme progresse dangereusement au sein même de notre classe et dans nos quartiers.

Quand Edwy Plenel écrit que « la question des migrants est l'épreuve décisive pour les gauches qui se réclament de l'émancipation des peuples et de l'égalité des droits » et que 150 artistes, chercheurEs, journalistes, syndicalistes disent que « la liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux pour les immigrés présents dans les pays d'accueil sont des droits fondamentaux de l'humanité », cela contribue à un des aspects de la lutte antiraciste qui est de rendre



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

les idées de solidarité, d'égalité et d'internationalisme, « normales », « basiques » et majoritaires au sein de la société, et de marginaliser ainsi les racistes.

Quand le démographe François Héran démonte les fantasmes de la « submersion migratoire », de la « ruée vers l'Europe » ou du « grand remplacement », et quand Romaric Godin, journaliste économique, détricote, Marx et études empiriques à l'appui, les arguments qui expliquent que l'immigration provoque une baisse des salaires ou que les patrons

sont favorables à l'ouverture des frontières, cela nourrit et renforce les bases de nos luttes.

Des préjugés ancrés à gauche

Ces arguments sont d'autant plus importants qu'ils répondent, de fait, à une bonne partie de la gauche, celle qui était au gouvernement hier et celle qui aspire à gouverner demain. Sur Mediapart, la tête de liste de La France insoumise aux élections européennes, Manuel Bompard, justifie sa non-signature de l'appel des 150 par la nécessité de combattre la mondialisation capitaliste plutôt que les frontières. Alors que, comme Godin l'explique, frontières et globalisation néolibérale marchent d'un même pas, le refus d'ouvrir les frontières ne vise qu'à s'adapter aux arguments racistes d'une partie de la société... et aux besoins du Capital. C'est aussi sur Mediapart (28 septembre) qu'un autre membre de La France insoumise, Samy Joshua, feint de « prendre de la hauteur », en citant Marx, Lénine et même Kollontaï pour s'appuyer en fait sur le réformisme de Jaurès et finalement défendre le programme... de la FI. Le problème étant que, au passage, Joshua entérine tous les préjugés, de l'idée que « l'accueil coûte cher » à celle que le déterminant des salaires est la taille de la main-d'œuvre.

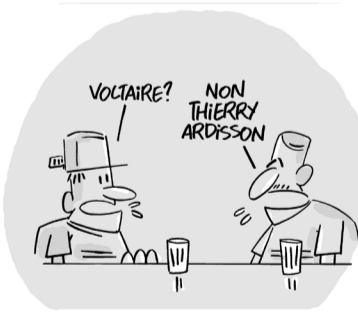
MÉDIAS Éric Zemmour : l'arbre pourri qui cache la forêt

La énième « polémique Zemmour » mérite-t-elle que l'on s'y attarde? Non, s'il s'agit, une fois de plus, de dénoncer les propos réactionnaires d'un réactionnaire qui ne vit que de la dénonciation de ses propos réactionnaires. Oui, si l'on considère ce nouvel épisode navrant comme un révélateur non seulement de l'air (pollué) du temps, mais aussi des effets délétères de dispositifs médiatiques structurellement toxiques.

En deux déclarations outrancières, le sinistre Zemmour aura réussi, une fois encore, à se placer au centre d'un certain débat politico-médiatique. Le 16 septembre, il affirme à Hapsatou Sy, chroniqueuse de l'émission « les Terriens du dimanche » sur C8, que son prénom est « une insulte à la France ». Deux jours plus tard, interviewé par le journal l'Opinion, il déclare que Maurice Audin (voir page 3) « était un traître et méritait 12 balles dans la peau ».

Interdire Zemmour?

Des propos qui ont suscité des indignations légitimes, visant Zemmour mais aussi les médias et journalistes/animateurs lui donnant la parole, entre autres et notamment Thierry Ardisson. Hapsatou Sy a même lancé une pétition en ligne pour demander « [d']interdire de médias les personnes portant des messages d'incitation à la haine ». Si l'on peut comprendre les indignations, voire le dégoût que peut susciter un Zemmour (la pétition a recueilli à ce jour plus de 300 000 signatures), il est toutefois nécessaire de réaffirmer que la focalisation sur sa personne est une stratégie inefficace, voire



CHARMAG

contre-productive, pour au moins deux raisons. La première est que des individus comme Zemmour se nourrissent, à l'instar de ce qu'a fait le Front national pendant des décennies, de ce type de réactions, hurlant à la « censure » et revendiquant un « parler vrai » qui dérangerait le « système ».

La seconde raison, plus pernicieuse, est que la polarisation autour de Zemmour crée les conditions d'une redoutable opération de blanchiment de tous ceux qui ont participé, et participent toujours, de la légitimation des discours racistes, notamment islamophobes, sans lesquels Zemmour ne serait

jamais devenu Zemmour, une figure du débat public qui peut tranquillement vomir sa haine un peu partout, puisqu'il est invité un peu partout.

Quand le sage montre la lune...

Le cas Zemmour illustre ce que génèrent inévitablement des dispositifs médiatiques conçus comme des machines à produire du « buzz », du « clash », de la « petite phrase », et donc de l'audimat, du clic... et du fric. Dans la jungle des médias privés, mus par des logiques de concurrence, de profit et de rentabilité, Zemmour est un

De manière, il faut le dire, scandaleuse, il défend même comme première mesure une « répartition » des migrantEs entre pays de l'UE...

Construire les luttes et les solidarités

Alors oui, nous ne pouvons que nous réjouir de la montée au créneau d'une partie de la gauche. Cela ne nous oblige pourtant pas à la naïveté. S'il vaut mieux tard que jamais, il faut aussi que ces prises de position ne soient pas uniquement temporaires. Pour cela il nous faut aller plus loin :

– Les attaques racistes et les politiques anti-migratoires ne sont pas que conjoncturelles. Pour le dire autrement, il ne s'agit pas seulement de démagogie électorale. Elles sont liées au renforcement de l'État autoritaire, des nationalismes et du militarisme. Plus globalement de l'impérialisme. C'est cela qui impose de combattre dans un même mouvement les frontières, celles de l'UE comme celles de la France, et la domination du Capital.

– Plus que jamais la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits devrait avoir comme présupposé la nécessité que les premierEs concernés en soient acteurs et actrices centraux. Car les premiers lieux de l'égalité et de l'émancipation sont ceux de la lutte elle-même.

– Les débats, les tribunes et les programmes c'est bien, mais ils ne peuvent que servir de point d'appui. La seule chose qui peut faire reculer le racisme, c'est l'expérience de la lutte commune, concrète, contre les politiques discriminatoires et pour l'égalité. Et la seule chose qui peut mettre fin aux mortEs en Méditerranée et aux humiliations, sera ce que l'on imposera par nos luttes et ce que l'on construira par nos solidarités.

Denis Godard

« bon client », dont les provocations outrancières garantissent non seulement de l'audience et des reprises par les « confrères », mais aussi la possibilité d'organiser de nouvelles émissions au cours desquelles on discutera de la polémique de la veille, en espérant en créer une nouvelle et alimenter la boîte à buzz.

Au-delà des dispositifs médiatiques et de la culture du clash, les micros tendus à Zemmour témoignent en outre du fait que ce qui lui tient lieu d'idées a acquis le statut d'opinion légitime, indice de la dégradation de l'air du temps et de la banalisation des idées réactionnaires et racistes dans le débat public. Faire de Zemmour une exception intolérable, c'est oublier tous ces journalistes, « intellectuels » ou responsables politiques qui, de manière moins vulgaire, incitent eux aussi à la haine, et joignent les paroles en actes en adoptant ou en soutenant des mesures et des législations stigmatisantes et discriminatoires.

Zemmour est un raciste commode pour certains, qui leur permet de passer pour des blanches colombes alors qu'ils font partie d'un même continuum raciste et réactionnaire. Mais nous ne nous laisserons pas divertir : combattre Zemmour et ses idées, c'est aussi combattre ceux qui les diffusent, les légitiment et les mettent en pratique, quand bien même ils feraient semblant de s'offusquer du énième « dérapage » de leur adversaire complice.

Julien Salingue

TURQUIE

La colère des ouvriers du chantier de l'aéroport

Quiconque a visité l'une des grandes villes de Turquie dont Istanbul, se souvient de ces horizons bouchés par des gratte-ciel et les grues qui en construisent de nouveaux. Quand, après la crise de 2008, l'accès au capital et au crédit fut rendu facile et bon marché pour la bourgeoisie et le gouvernement turc, ces crédits ont été principalement utilisés pour des projets de construction. Certains étaient des méga projets comme le nouvel aéroport, le nouveau pont d'Istanbul, le nouveau tunnel «eurasién» qui relie l'Asie et l'Europe sous le Bosphore. Tous ces projets étaient aussi une façon d'accumuler du capital pour la nouvelle bourgeoisie en ascension, proche du gouvernement AKP.

Ce boom dans le secteur de la construction a eu de lourdes conséquences pour les travailleurEs. Selon un récent rapport, il y a eu, au cours des cinq dernières années, 35 000 accidents du travail dans le secteur, dont 1 754 mortels. Entre 2002 et 2013, ce secteur a crû de 85% avec, selon les statistiques du ministère du Travail, 1 800 000 salariéEs. Mais ce chiffre ne concerne que les travailleurEs sous contrat de travail car le travail clandestin y est énorme : au moins 1 million de personnes seraient sans contrat ni protection sociale.



DR

Des travailleurEs surexploités qui se mobilisent

Officiellement, seulement 3% des travailleurEs sous contrat de travail sont organisés dans des syndicats, et la réalité est encore pire. Très souvent les travailleurEs ne peuvent pas obtenir le paiement de leurs salaires, ce qui a provoqué des manifestations spontanées ces dernières années, de même que les accidents mortels ou les mauvaises conditions d'hébergement. Une manifestation a récemment eu lieu sur le chantier du 3^e aéroport d'Istanbul. Le 14 septembre, les 46 000 travailleurEs ont arrêté le

travail après un accident d'autobus assurant un service régulier. Cet accident est survenu après beaucoup d'autres accidents mortels semblables. La manifestation a été attaquée par la police militaire avec gaz lacrymogènes, tirs de balles de caoutchouc et canons à eau. Comme la protestation ne cessait pas, la police est intervenue au milieu de la nuit, cassant les portes du dortoir et a retenu 400 travailleurEs. Plus tard, 24 ont été arrêtés et les autres licenciés. La police a utilisé comme preuve la participation à un groupe de

discussion WhatsApp pendant les protestations...

Propagande et répression

Selon un expert, 38 travailleurs seraient décédés depuis le début du chantier de l'aéroport. La première phase de la mise en service de ce dernier doit avoir lieu le 29 octobre, le «Jour de la République», la fête nationale en Turquie. D'un montant faramineux de 30 milliards de dollars, c'est un projet de prestige pour Erdogan. Les travailleurEs ont publié leurs revendications sur les réseaux

sociaux. Ils demandent l'arrêt de la répression, la mise à l'écart des chefs responsables de la situation, des conditions de travail, d'hébergement, de soins et des tenues de travail correctes, le virement des salaires sur un compte bancaire avec le solde des retards, le paiement des jours fériés.

Ces revendications élémentaires ont été réprimées : violences policières et arrestations massives. Le gouvernement fait croire qu'il s'agit d'une tentative de sabotage et d'une conspiration de puissances étrangères ne voulant pas que cet aéroport soit ouvert à la date prévue. Il a obtenu un soutien parmi la classe ouvrière tout en isolant et en attaquant les luttes locales. Cette stratégie a jusqu'ici bien marché, de nombreuses personnes reprenant sur les réseaux sociaux ces divagations. Les attaques violentes de la police ont effrayé certains des travailleurEs, et les travaux de construction ont repris. Le chantier s'est transformé en véritable prison, avec la présence de la police et des contrôles permanents sur les travailleurEs. Et même si certaines de leurs revendications ont été satisfaites, la colère et la frustration n'ont pas disparu et ne manqueront pas d'exploser à une autre occasion.

Metin Feyyaz

PALESTINE

Salah Hamouri libéré... mais le combat continue

Les bonnes nouvelles venues de Palestine sont rares. Nous ne pouvons donc que nous réjouir de la libération, le 30 septembre, de notre camarade Salah Hamouri, après une nouvelle période de détention de plus de 400 jours dans les prisons israéliennes. Mais pour Salah et sa famille, de même que pour toutes les prisonnierEs palestiniens, la lutte continue.

Salah Hamouri était détenu, depuis le 23 août 2017, sous le régime de la «détention administrative». Cette procédure permet à l'armée de maintenir quiconque en prison, pour des périodes pouvant aller jusqu'à six mois, renouvelables à l'infini, sans chef d'accusation et sans qu'aucune preuve ne soit produite. C'est au terme d'une ultime période de 3 mois que Salah a été libéré et rendu à ses proches le 30 septembre.



Salah Hamouri et son père, après sa libération. DR

Une situation précaire

Rendu à ses proches, ou presque. Car pour Salah et les siens, le combat est loin d'être terminé. Son épouse Elsa et leur (très) jeune fils sont en effet, jusqu'à ce jour, interdits d'entrée en Israël, ce qui les empêche de se réunir et de vivre leur vie comme ils le souhaiteraient, ensemble à Jérusalem. Et comme pour lui signifier que sa liberté n'était que très conditionnelle, les autorités israéliennes ont fait interroger Salah, par les services de renseignements, dès sa sortie de prison, et lui ont interdit de célébrer d'une quelconque façon que ce soit sa libération, au risque d'être de nouveau détenu.

La mobilisation qui s'était développée pour la libération de Salah ne doit donc pas s'essouffler, puisqu'une bonne partie du chemin reste à parcourir. Salah est dans une situation très précaire, et le but des autorités coloniales reste le même : le contraindre à quitter la Palestine et, de facto, à cesser toute activité, là-bas, contre l'occupation. Et ce n'est pas la couardise, pour ne pas dire la complicité, de la diplomatie française, qui nous rassure quant à la précarité de la situation de Salah.

La lutte n'est pas finie

À l'instar de centaines de milliers d'autres Palestiniens, Salah Hamouri est victime de l'acharnement d'une puissance coloniale prête à tout pour rendre la vie impossible aux récalcitrants, par des pressions politiques, administratives, voire des périodes d'incarcération destinées, selon les termes de Salah lors de sa libération, à «nous déchirer, nous faire perdre notre identité, nous faire perdre notre humanité». Et d'ajouter : «Ils utilisent tous les moyens possibles pour essayer de nous faire craquer.»

Il ne s'agit évidemment pas de bouder notre plaisir : la libération de Salah est une victoire, pour lui et ses proches, mais aussi pour le mouvement de solidarité internationale qui s'est développé au cours de l'année écoulée. Un point d'appui pour la suite, avec des objectifs clairs : une véritable liberté de mouvement pour Salah Hamouri, sa compagne et leur enfant, ainsi que la fin des persécutions par la police et l'armée israéliennes. Et au-delà, la situation de Salah nous rappelle celle des milliers de prisonniers politiques palestiniens (plus de 7 000 à ce jour, dont plusieurs centaines sous le régime de la détention administrative), détenus arbitrairement et au mépris de toutes les conventions internationales. Ils et elles doivent être immédiatement libérés!

J.S.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Trump ou le chaos du capitalisme mondialisé

Ouvrant, le 25 septembre, la 73^e Assemblée générale de l'ONU, son secrétaire général, Antonio Guterres, a déploré un «monde de plus en plus chaotique», regrettant que «le multilatéralisme soit autant critiqué au moment où il est le plus nécessaire». Trump, arrogant et goguenard, misogynne et fanfaron, se félicitant sans réserve de son bilan au point de s'attirer les rires ironiques de son auditoire, a largement justifié ses inquiétudes.

Au prétendu «globalisme», Trump a opposé la «souveraineté» des États, et surtout celle des USA, soucieux de défendre leurs intérêts face à l'exacerbation de la concurrence et des tensions internationales.

Les USA n'ont de comptes à rendre à personne

Téhéran a pris la place de Pyongyang dans sa ligne de mire : «Les dirigeants iraniens sèment le chaos, la mort et la destruction [...] Nous ne pouvons pas permettre au principal soutien du terrorisme dans le monde de posséder les armes les plus dangereuses de la planète», mais aussi de «menacer l'Amérique» ou Israël. Et, au passage, désinvolte et cynique, il déclare à propos de la Palestine : «J'aime bien la solution à deux États!»

Il dénonce pêle-mêle l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'OPEP. «Nous défendons nombre de ces nations pour rien et elles en profitent pour nous imposer des prix plus élevés du pétrole. Ce n'est pas bien.» Et d'exiger des échanges commerciaux «justes et équilibrés», pour justifier la guerre commerciale qu'il a engagée, en particulier contre la Chine qu'il accuse, dans sa logique complottiste, d'essayer «d'interférer



DR

dans les élections de novembre 2018 contre mon administration.» Et ce n'est pas tout : «Ils ne veulent pas que je gagne, ou que nous gagnions, parce que je suis le premier président à défier la Chine sur les échanges.» À propos du Venezuela, Trump évoque «un régime qui, franchement, pourrait être vaincu très rapidement si l'armée décidait de le faire». Quant à la Cour pénale internationale (CPI), elle n'a «aucune légitimité ni aucune autorité». «Nous n'abandonnerons jamais la souveraineté américaine à une bureaucratie mondiale non élue et irresponsable»... En un mot, les USA n'ont de comptes à rendre à personne.

La loi du plus fort

Ces propos provocants ont suscité une indignation quelque peu hystérique de son ancien ami, Macron : «Nous sommes en train de voir aujourd'hui se déliter le droit international, toutes les formes de coopération comme si de rien n'était, par peur, par complicité. Moi je ne m'y résous pas.[...] L'ONU pourrait finir comme la SDN [Société des nations, créée en 1920] qui l'avait précédée, c'est-à-dire comme un symbole d'impuissance. [...] Cette voie, celle de l'unilatéralisme, nous conduits directement au repli et au conflit, à la confrontation généralisée de tous contre tous, au détriment de

chacun». Ce constat est aussi un aveu d'impuissance face à la loi du plus fort qu'il prétend dénoncer, et à la concurrence capitaliste dont il fait l'apologie.

Macron, tout autant que Trump et que les autres représentants des États membres de l'ONU, participent à cette folle logique d'un système économique reposant sur la domination d'une classe et fondé sur la concurrence, l'exploitation, la course au profit. Inéluctablement, cette concurrence mène à la guerre commerciale mondialisée ouverte, à des tensions exacerbées, à un état de guerre chronique et menace l'ensemble de la planète d'un krach et d'une dépression mondiale. La politique des USA, dont l'économie en surchauffe draine des capitaux de toute la planète, en est le plus court chemin. Face à cette menace, les propos moralistes et hypocrites de Macron relèvent de la même incapacité des uns et des autres, des dits maîtres du monde, à contrôler la folle course vers le chaos.

Trump, comme Macron et leurs amis-rivaux, indique clairement aux travailleurEs et aux peuples que l'issue ne peut venir que de leur propre intervention politique.

Yvan Lemaitre

LES BOULEVERSEMENTS DE L'HÔPITAL

Vous avez dit «hôpitaux de proximité»?

Macron affirme qu'il n'y aura plus de fermetures d'hôpitaux, et donne le label de proximité pour 500 à 600 d'entre eux. Ses prédécesseurs avaient labouré le terrain. Selon le décret du 20 mai 2016, les hôpitaux de proximité sont des établissements publics ou privés qui contribuent, par des coopérations avec les structures et professionnelles de médecine ambulatoire et avec les établissements et services médico-sociaux, à l'offre de soins dans les territoires qu'ils desservent. L'exercice de la chirurgie et de la gynécologie est interdite dans ces établissements, et pour ouvrir en leur sein d'autres spécialités il faut l'autorisation de l'agence régionale de santé (ARS). Ils doivent se situer sur un territoire d'hospitalisation à domicile. Ils ne disposent pas partout de lits. Les praticienEs peuvent être des libéraux ou des salariéEs.

Le plan «Ma santé 2022» précise que leurs fonctions seront «réorientées sur des priorités»: rééducation, imagerie, biologie, télé-médecine... Les ARS doivent veiller à ce que leurs activités se limitent aux soins de premier recours qui

sont en principe du ressort des médecins généralistes, des pharmaciens et des paramédicaux. Pour être hospitalisés, les malades devront se déplacer, parfois loin de leur domicile, dans un hôpital de 2^e niveau pour les soins spécialisés (chirurgie, maternité, médecine spécialisée), ou de 3^e niveau dans des hôpitaux «dotés de plateaux techniques de pointe» (les CHU). Les agentEs hospitaliers subiront les suppressions de postes, la mobilité, la déqualification. Les patientEs ne disposeront pas d'un véritable hôpital mais en réalité d'une maison de santé avec des praticiens libéraux ou d'un centre de santé avec des salariéEs.

Les urgences publiques en surcharge... les urgences privées se développent

Les patientEs doivent fréquemment attendre des heures aux urgences des hôpitaux publics, les soignantEs sont souvent débordés, il y a un afflux de patientEs qui ne peuvent pas se soigner en ville pour des raisons économiques, ou avoir un rendez-vous en ville, ou à une date trop lointaine. Ces services ne sont pas dotés de moyens suffisants. Mais

pourquoi? Selon *le Monde* du 29 juillet 2018, entre 1995 et 2016, 95 services d'urgences ont fermé, et 173 ont ouvert leurs portes. Trois quarts de ces derniers font partie du secteur privé à but lucratif.

Usines à bébés et usines à soins

Dans son édition du 1^{er} février 2018, *le Monde* indiquait que les deux tiers des maternités ont fermé depuis 40 ans, alors que le nombre d'accouchements reste stable (environ 800 000 par an). La presse locale rapporte souvent des accouchements qui ont lieu dans les ambulances, avec des conséquences parfois dramatiques.

L'objectif du gouvernement est de supprimer davantage de services, de postes, de lits, d'orienter à tout prix vers les soins ambulatoires afin de rentabiliser, de faire des économies et de privatiser. Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) ou les supra-GHT auront un rôle prépondérant pour restructurer et fusionner les structures hospitalières qui deviendront des usines à soins, et des usines à bébés, chargées de «produire des soins» à moindre coût.

UNE NOUVELLE MODALITÉ DE FINANCEMENT QUI NE GARANTIT PAS DES MOYENS SUFFISANTS

Depuis 2004, les hôpitaux sont payés par la tarification à l'activité (T2A): un coût moyen par acte est défini par le ministère. Les hôpitaux publics sont souvent endettés et contraints de réaliser toujours plus d'économies. En 2018, le gouvernement a baissé les tarifs de la T2A de 1,2% sous prétexte d'augmentation des activités, aggravant la crise des hôpitaux. Cette modalité de financement a eu des effets pervers, des établissements privés multipliant par exemple des actes rentables (dialyses, cataractes...) laissant au secteur public les actes les moins rémunérateurs.

La tarification au forfait, une enveloppe globale attribuée par

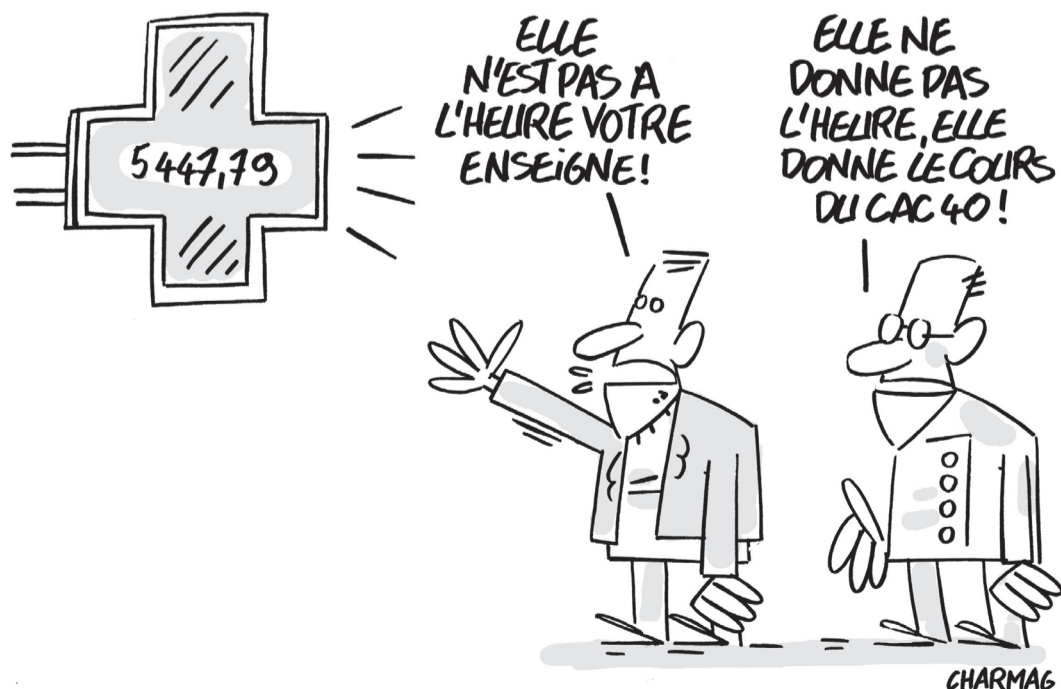
pathologie, sera appliquée dès 2019 pour l'insuffisance rénale et le diabète, puis élargie à partir de 2020 aux maladies chroniques, et ensuite à la médecine de ville pour «une meilleure coordination ville-hôpital». Ce mode de financement ne garantit pas l'attribution de moyens suffisants aux

hôpitaux. Et comment pourrait-il s'appliquer à des maladies évolutives, à des pathologies évolutives? Il pourrait être lié à un panier de soins par pathologie (un minimum de prestations remboursables) «pour mettre fin au gaspillage». Ce serait un instrument au service de l'austérité.

DE L'ARGENT POUR LA SANTÉ, PAS POUR L'ARMÉE!

La loi de programmation militaire attribue 294,8 milliards d'euros entre 2019 et 2025 à l'armée. Son budget augmentera de 1,7 milliard d'euros par an de 2019 à 2022, puis de 3 milliards par an jusqu'en 2023. De l'argent, il y en a!

MARCHANDISATION DE LA SANTÉ



Après le plan «Ma santé 2022», le projet de loi de financement de la Sécurité sociale

(PLFSS) de 2019 confirme que le budget de la santé sera totalement verrouillé. L'augmentation de 400 millions d'euros des dépenses de santé est une goutte d'eau: il s'agit de 0,002% d'un budget d'un peu plus de 200 milliards d'euros.

Macron et Buzyn traitent par dessus la jambe la souffrance au travail des soignantEs des hôpitaux, des Ehpad, de la psychiatrie. Ils font semblant d'ignorer la grève massive des Ehpad, les nombreuses luttes dans les hôpitaux et dans la psychiatrie ces derniers mois. Ils prétendent améliorer l'accès aux soins, aider la médecine de ville, désengorger les urgences, résoudre la crise des hôpitaux...

alors que leur politique de santé aura des conséquences totalement contraires: toujours plus de régressions. Décryptage de leurs mesures.

Dossier réalisé par la commission santé-sécu-social du NPA.

UN EXEMPLE DE RESTRUCTURATION: DANS LE 93, LE DÉMANTÈLEMENT DE L'AP-HP

À l'AP-HP, depuis plusieurs années, les «économies» se réalisent en fermant des établissements et des services, mais surtout en taillant brutalement dans les effectifs hospitaliers. En 2009, cette politique a abouti au regroupement, au sein de 12 GH (Groupes hospitaliers) des 37 hôpitaux qui composent l'institution. En Seine-Saint-Denis, les hôpitaux René-Muret, Jean-Verdier et Avicenne forment le Groupe hospitalier universitaire Paris-Seine-Saint-Denis.

Suppressions de postes et de services

Plusieurs centaines de postes ont disparu au cours de sa mise en œuvre. Récemment encore, les syndicats ont tenté, en vain, de mobiliser contre la décision de fermer 70 postes de soignantEs. Après le transfert des services d'oncologie, de chirurgie ambulatoire, de chirurgie digestive et de stérilisation, de Jean-Verdier vers Avicenne, voilà que la radiologie interventionnelle, les services d'hépatogastrologie et d'endocrinologie arrivent également sur Avicenne.

Aujourd'hui, à Verdier, la maternité et la pédiatrie sont sur la sellette, mais les 55 millions d'euros de travaux nécessaires au transfert vers Avicenne ne sont pas encore réunis. À terme, la fermeture de ces services de proximité n'est pas exclue, malgré les besoins de la population qui vit dans un département particulièrement démuné et peut être qualifié de désert médical. Vidé de sa substance, Jean-Verdier sera réduit à des services de consultations spécialisées, premier recours avant une éventuelle prise en charge hospitalière à Avicenne. Ce dispensaire remplacerait donc l'hôpital actuel de Bondy.

Alors que le service de bariatrie, tout ce qui concerne l'obésité, de Jean-Verdier, était en position sur le territoire pour sa qualité des soins, il est passé à la 24^e place depuis sa fusion avec celui d'Avicenne.

Toujours plus d'économies

Les personnels qui n'ont pas pu ou pas voulu venir travailler à Avicenne sont redéployés dans d'autres services, sans lien avec leur expertise professionnelle, acquise au fil des années. Les postes ferment, dilapidant

des compétences et nourrissant frustration et tensions.

Alors que le premier bébé-éprouvette, PMA, est né à Jean-Verdier, que l'inventeur de la coelioscopie travaillait en hépatogastro-entérologie, que le service de néonatalogie est une référence sur la mort subite du nourrisson, rien n'y fait pour les décideurs. Pour eux, cette excellence au service des citoyenEs ne vaut rien face à leur seul objectif d'amélioration continue de la «trajectoire financière», imposée par des politiques qui n'ont de cesse d'attaquer le service public. À Bondy, on brade même le patrimoine foncier: près d'1,5 hectare «libéré» en raison des fermetures de services, quand Avicenne est à l'étroit...

Le sort fait à ces hôpitaux est une illustration de la restructuration d'ampleur entreprise par Hirsch, le directeur général de l'AP-HP. La casse continue, avec la décision de passer de 12 GH à 3 supra-GH, des méga structures administratives, afin d'avoir plus de possibilités de fermer des services et donc de supprimer des postes! Un outil concret pour la mise en application de la loi santé de Macron qui annonce la refonte de la carte hospitalière.

MACR
ET

FR
SUPRE

TOUJOU
DE RÉ

RON-BUZYIN LA SANTÉ



LES PRIVILÈGES DU SECTEUR PRIVÉ

Alors que leur rentabilité se situe au niveau le plus élevé depuis 2006, les hôpitaux privés à but lucratif auront droit en 2019 à un « nouveau cadre d'allègements très favorable » (dixit Agnès Buzyn au congrès de la Mutualité française). À la différence des établissements publics, ils bénéficieront de la réduction des cotisations sociales accordée aux entreprises en compensation de la suppression du crédit impôt compétitivité (CICE) et de la taxe sur les salaires.

Public-privé : le mélange des genres

Plus de 4700 médecins sont autorisés à exercer 20% de leur activité en exercice libéral au sein de l'hôpital public et près de la moitié d'entre eux sont conventionnés dans le secteur 2, qui permet de percevoir des honoraires libres. Pour éviter de longs délais d'attente pour un rendez-vous, les patientEs qui en ont les moyens se soumettent à cette exigence.

De plus en plus souvent des services privés (imagerie médicale, médecine nucléaire...) s'installent dans les hôpitaux publics. Bachelot avait créé les « groupements de coopérations sanitaires - établissements de santé » considérés comme

des « outils privilégiés des coopérations public / privé ». Depuis ces GCS-établissements de santé sont en constant développement. Le partenariat public-privé (PPP) permet à une structure publique de faire appel au privé pour financer la construction d'un établissement public. Le partenariat entre les villes d'Évry et Corbeil et le groupe privé Eiffage pour la construction de l'hôpital Sud Francilien a conduit à une catastrophe financière et sanitaire. Un constat d'huissier a acté 8 000 erreurs de

construction et Eiffage a exigé 100 millions d'euros pour terminer les travaux. L'hôpital qui devait payer un loyer de 43 millions par an jusqu'en 2041 a résilié le contrat en 2014 et a dû verser une indemnité libératoire de 80 millions d'euros à Eiffage. Ce n'était pas une anomalie locale. L'État n'a pas interdit le PPP, il exige uniquement que ce type de financement soit soumis à l'expertise du ministère de tutelle. De nouveaux hôpitaux construits dans le cadre du PPP seront inaugurés en 2019.

LES HÔPITALS LOW COST



LA MÉDECINE DE VILLE À BOUT DE SOUFFLE

Une pénurie organisée

Depuis des années, grands patrons et gouvernements de droite et de gauche ont organisé la pénurie de médecins, espérant réduire les dépenses de santé. C'est le numerus clausus, créé en 1971 à 8500 places, qui baisse jusqu'à 3500 places en 1993, pour remonter ensuite. Conséquence : une baisse de 9% du nombre de généralistes en 10 ans, qui va s'aggraver puisque 28% des généralistes ont plus de 60 ans. Et la médecine générale libérale n'a plus la cote auprès des jeunes médecins. Moins de 10% d'entre eux deviennent généralistes. Des horaires à rallonge, une pratique qui fait toucher du doigt les difficultés quotidiennes des patientEs : le travail, l'alimentation, le stress, la consommation d'alcool et de tabac, la sédentarité, le niveau d'information, le pouvoir sur sa vie... mais sans moyens réels d'y porter remède ! Des relations difficiles avec la médecine hospitalière, mais aussi une pression incessante des caisses pour réduire les dépenses et contrôler de plus en plus les prescriptions, les arrêts de travail... Les déserts médicaux s'installent. La médecine libérale et son paiement à l'acte sont à bout de souffle.

Alors que les médecins de ville travaillent déjà en moyenne 56 heures par semaine, comment penser qu'ils pourront demain assurer des gardes dans les hôpitaux, coordonner les soins à domicile de malades plus lourds sortis plus tôt des hôpitaux, même si tout cela est baptisé « communauté professionnelle de territoire de santé » ? Et ce n'est pas l'exemple de la psychiatrie de secteur qui peut rassurer... Alors que le service public de santé mentale était déployé au plus près des patientEs sur tout le territoire, la politique

d'austérité et de privatisation du gouvernement l'a détruit. Seuls les patientEs les plus riches auront la possibilité de se faire suivre par une psychiatrie libérale de ville elle aussi surchargée.

Si 4 000 infirmierEs de pratique avancée seraient bien utiles dans des centres de santé pour faire de l'éducation thérapeutique, des réunions de malades, de l'information sur l'alimentation, Buzyn créé 4 000 postes d'assistantEs médicaux pour faire gagner du temps aux 100 000 médecins généralistes. Elle espère ainsi « faire gagner 15% du temps médical ». En clair, alors qu'une consultation à 15 minutes en moyenne est déjà un rythme infernal à tenir, il s'agirait de la faire passer à 12,5 minutes. Et Buzyn de nous dire que les généralistes pourraient ainsi accueillir 15% de patientEs en plus !

Les déserts médicaux : le fruit de décisions politiques

5,7 millions de personnes vivent dans un désert médical, c'est-à-dire « une zone où la densité médicale par rapport à la population est inférieure de 30% à la moyenne nationale », selon la définition du ministère de la Santé.

Les raisons de l'existence de ces déserts médicaux sont multiples : le numerus clausus, la fermeture d'hôpitaux dans un but de réduction des dépenses publiques. Près de 100 services de médecine sur 252 ont été fermés ces dix dernières années dans les hôpitaux locaux. La transformation des hôpitaux en prétendus hôpitaux de proximité, décidée par le gouvernement, va avoir pour conséquence la fermeture de maternités, de blocs et de services spécialisés dans les hôpitaux de proximité.

Le résultat est sous nos yeux : urgences hospitalières surchargées,

un nombre toujours plus important de renoncements aux soins de la part des personnes ne pouvant pas avancer les frais de santé. Les dernières mesures de Buzyn ne changeront rien dans l'immédiat : au mieux la fin du numerus clausus produirait ses effets dans 10 ans, si les étudiantEs choisissent d'être généralistes, et le recrutement de 400 médecins salariés annoncé par le gouvernement est loin d'être suffisant.

La télémédecine ne peut pas remplacer le médecin

Un médecin qui ne peut pas vous regarder les oreilles, qui ne peut pas palper votre ventre, qui a un sourire de machine... Vous aimeriez ? Bienvenue dans la télémédecine, pour laquelle les assurances risquent de multiplier les plateformes ! Et la télémédecine ne pourra pas pallier le manque de médecins... Sauf s'il n'y a pas vraiment de médecin derrière la machine ! Souvenons-nous de l'exemple de Naomi Musenga, morte pour un refus de prise en charge par le Samu. C'est une permanencière qui avait géré l'appel. Les médecins sont surchargés et, de toute façon, dans l'impossibilité de répondre à tous les appels, car ils sont en sous-effectif ! Dès lors, si la télémédecine peut être fort utile pour avoir l'avis d'un spécialiste, coordonner les actions autour du malade, aider le diagnostic... elle ne peut pas et elle ne doit pas remplacer le médecin généraliste, la relation médecin-malade ! À moins d'accepter une médecine de plus en plus déshumanisée et uniquement technicienne, qui trouvera le meilleur algorithme pour remettre au travail au plus vite les plus pauvres, seuls les plus riches pouvant se payer unE médecin en chair et en os !

LE DROIT À LA SANTÉ PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

La conséquence certaine du plan Macron-Buzyn, libéral et technocratique, c'est le développement d'une médecine à deux niveaux : de qualité, avec dépassements d'honoraires, pour celles et ceux qui en ont les moyens et habitent les grandes villes ; à la chaîne, parfois sans médecin et sans examen clinique, pour celles et ceux qui sont au pied des tours, à la campagne ou dans les déserts médicaux.

Un véritable service public de santé

Il n'y a pas d'autre solution que de créer sur tout le territoire un service public de santé de proximité et gratuit géré par la Sécurité sociale, où toutes les praticienEs de santé se retrouveraient au plus près des patientEs dans des centres de santé, pour donner des soins gratuits, organiser la formation des futurs médecins, la prévention, la démocratie sanitaire, et assurer la permanence des soins pour désengorger les urgences. Et répartir les médecins en fonction des besoins. Cela, Buzyn ne veut pas l'envisager ! L'existence de centres de santé ne supprime pas la nécessité de véritables hôpitaux de proximité disposant des lits, chargés des soins, d'une surveillance constante avec

AUGMENTATION DU COÛT DES SÉJOURS À L'HÔPITAL ET DES « ACTES CÔUTEUX »

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le forfait hospitalier, une participation financière des patientEs qui s'ajoute au coût des soins, qui était auparavant de 18 euros, coûte 20 euros. Le 1^{er} janvier 2019, la participation forfaitaire pour les soins coûteux, c'est-à-dire les actes égaux ou supérieurs à 120 euros, sera de 24 euros au lieu de 18. Ces forfaits ne sont pas remboursés par la Sécu, mais généralement pris en charge par les complémentaires santé qui augmenteront une fois de plus leurs tarifs. Trois millions de personnes n'ont pas de couverture complémentaire. Elles paieront de leur poche si elles en ont la possibilité, ou alors renonceront aux soins. Et si elles sont soignées plus tard, cela peut s'avérer bien plus coûteux en raison de l'aggravation des pathologies.

au moins un service d'urgences, une maternité et un service de chirurgie et des centres hospitaliers universitaires pour assurer les soins les plus complexes dans les différentes disciplines médicales, les missions universitaires de formation et de recherche. Supprimer le numerus clausus, augmenter le nombre de médecins formés, créer une allocation d'études pour toutes, cela permettrait aussi d'ouvrir la médecine aux enfants de salariéEs, de paysanEs, de chômeurEs... La formation devrait se faire aussi dans les hôpitaux de proximité, chez les généralistes dans les centres de santé, donc

partout sur le territoire, et ne pas se centrer autour du CHU. Former plus de médecins, investir massivement dans la santé pour toutes, c'est donner du temps aux médecins, ce qu'ils et elles réclament le plus, pour conjuguer la technique et le temps nécessaire pour écouter les patientEs, bien les soigner et se former indépendamment des laboratoires...

Pour suivre les informations sur la santé, la protection sociale, le social et les analyses du NPA dans ces domaines se connecter sur le site <http://sante-secu-social.npa2009.org/>

SUPPRESSIONS DE POSTES

Début de résistance dans les lycées professionnels

Après l'annonce par le ministre, au détour d'une interview, de la suppression de 1 800 postes, qui se sont rapidement avérés être 2 600 postes, dans le second degré, la température a commencé à monter dans les salles de profs. Mais c'est surtout dans les lycées professionnels que cette annonce est entrée en résonance avec le projet de réforme de la voie professionnelle que le gouvernement compte appliquer à la rentrée 2019.

Cette réforme a pour fonction d'adapter les lycées pro (enseignantEs et élèves) aux objectifs du gouvernement : une éducation au rabais, sans contenu ni professionnel ni général, juste formatée pour préparer les jeunes à devenir des travailleurEs disciplinés et malléables que les employeurs formeront et exploiteront en fonction des besoins.

Les calculs sont en effet rapides : 252 heures d'enseignement en moins pour une classe de bac professionnel, plus des regroupement de filières et une augmentation du nombre d'élèves par classe, cela représente des milliers de postes. Surtout si, avec les nouveaux programmes vides de contenu (par exemple 2h de français ou 1h30 de maths par semaine), Blanquer met en œuvre ses projets de numérisation de l'enseignement qui vise à imposer aux enseignantEs des cours pré-numérisés à mettre en œuvre. Autant dire plus une once de liberté pédagogique, de construction de cours, donc plus de justification aux 18h devant les élèves. Pour surveiller des élèves qui remplissent des fiches, pas besoin de formation pédagogique, et bien sûr remise à plat possible du temps de travail des enseignantEs... à la hausse bien évidemment. Ce qui permettrait encore davantage de suppressions de postes.

L'ÉCOLE EN MARCHÉ



Taux de grève inédit depuis une dizaine d'années

Dans les LP, l'inquiétude est donc légitimement forte, et l'appel intersyndical à la grève pour le jeudi 27 septembre a été discuté partout où des équipes syndicales l'ont relayé. La colère le dispute à l'incrédulité devant le désastre annoncé pour les élèves et la transformation radicale des conditions de travail. Et ce qui est posé, au-delà de la grève du 27, c'est la question de la possibilité de faire reculer le ministère sur une réforme en cohérence totale avec les projets de suppressions de postes dans la fonction publique et les transformations du marché du travail, débarrassé des conventions collectives et autres droits sociaux hérités du 20^e siècle. Dans les LP, depuis la victoire de 2000 sur le statut mettant à égalité de traitement les enseignantEs des disciplines professionnelles et générales, il y a eu la défaite face à la réforme du bac pro (2009), ainsi que les reculs interprofessionnels (régionalisation et retraites en 2003 et 2010).

La grève du 27 a été suivie par 13,5% (chiffres du ministère), ce qui signifie en réalité plus d'un enseignant sur quatre en grève. Des chiffres inédits depuis une dizaine d'années. Mais surtout, des AG ont eu lieu dans des établissements, et entre établissements (23 établissements à Marseille, 20 en région parisienne...) pour discuter des suites. Ce qui était au centre des discussions, c'est la perspective de construire une grève reconductible des lycées professionnels et de l'élargir aux lycées généraux et technologiques, eux aussi cibles des suppressions de postes par le biais de la réforme du lycée et du bac. À l'AG parisienne, des collègues et lycées généraux mobilisés sur des problèmes locaux étaient d'ailleurs présents. La prochaine étape sera le 9 octobre, veille du Conseil supérieur de l'Éducation qui discutera de la réforme de la voie professionnelle.

Charly Billard

THÉÂTRE DE LA COMMUNE À AUBERVILLIERS

« L'enthousiasme s'est mué en lassitude, puis en angoisse »

Les salariéEs du théâtre de la Commune à Aubervilliers sont en grève depuis plus d'une semaine. Leur directrice, Marie-José Malis (MJM), soutenue par Alain Badiou, entend faire passer le conflit pour une simple preuve de l'immobilisme de la CGT, ou encore de la mollesse et de l'absence de désir des salariéEs. Entre les lignes, on les accuse de faire grève contre l'art et la beauté. Entretien avec l'une des grévistes du théâtre.

Alors, ça fait quoi d'avoir un patron de gauche ?

Un patron de gauche... ça reste un patron ! Ça peut même avoir un effet pervers : les rapports de domination perdurent, mais ils ont tendance à être niés sous prétexte que nous serions tous égaux, qu'on travaillerait dans une forme d'horizontalité, dans laquelle le rapport hiérarchique ne serait qu'une formalité. Sauf que cette égalité est illusoire, et le rapport hiérarchique, lui, bien réel. Et lorsque tu le fais remarquer à ton employeur (ou ton employeuse), tu te fais engueuler parce que tu l'insultes en le traitant de dominant.

Vous parlez de « conditions de travail pathogènes »...

C'est un ensemble de pratiques qui génèrent, pour les gens qui travaillent, des situations de stress très fortes.

C'est, par exemple, être convoqué à un entretien dont l'objet change au moment où l'on est reçu, ou même sans en savoir l'objet : dans le premier cas, on se prépare pour parler d'un sujet, et un autre est abordé, nous prenant au dépourvu. Dans l'autre c'est encore pire : on ne sait pas si notre supérieur va juste nous dire une petite chose anodine ou si ça va être un entretien où l'on va se faire casser pendant une heure. Ça peut être aussi des injonctions contradictoires : d'un côté par exemple, nous dire que les relations publiques ne devraient pas être tenues responsables du remplissage des salles, et d'un autre côté, qu'on nous pousse à faire du chiffre.

Ce qui cause également une souffrance, c'est le décalage entre le discours affiché de la direction, prônant des valeurs d'égalité et de liberté radicales, y compris dans le travail, et ce que nous subissons réellement au quotidien. Il est important de rappeler que, quand notre directrice est arrivée, nous étions très contents. Elle parlait d'horizontalité, ses sources d'inspiration au niveau organisationnel me parlaient. Elle avait cité l'exemple



de lieux autogérés, la clinique de La Borde... Mais dans la réalité, cela ne s'est pas déroulé comme ça, et notre possibilité de participer à la construction du projet s'est révélée très mince... « Moi je veux remettre tout à plat, qu'on re-réfléchisse tout », disait-elle au début. Nous avons embrassé cette perspective avec enthousiasme. Tout en continuant notre travail quotidien, nous avons réfléchi à des propositions de nouvelles façons d'entrer en contact avec le public. Mais cela ne semblait jamais satisfaire la direction. Et cycliquement, on nous redemandait de réorganiser complètement notre travail. Donc on mettait en place de nouveaux outils. Et ces outils n'étaient jamais consultés par la direction. L'enthousiasme s'est mué en lassitude, puis en angoisse... Quand arrivera la prochaine restructuration ? Qu'advient-il de nos postes et nos fonctions ?

Que revendiquez-vous ?

D'abord, l'arrêt des pratiques de gestion du personnel nocives. Cela pourrait prendre la forme d'un protocole co-rédigé avec les grévistes, définissant un certain nombre de cadres que la direction s'engagerait à respecter.

Deuxièmement, nous demandons le respect des instances représentatives du personnel. La direction avait décidé qu'elle n'entendrait plus rien de la déléguée syndicale et déléguée du personnel, et voulait privilégier des rapports interpersonnels entre direction et salariéEs... C'est pour cela que nous avons fait des demandes de médiations, qui ont été refusées. Nous avons alors décidé d'alerter directement nos tutelles en juillet dernier.

Enfin, on demande un audit de la structure. Un audit RH dont le cabinet soit co-désigné avec les délégués syndicaux. On demande qu'en attente de l'audit, les créations et suppressions de postes soient gelées, ainsi que les restructurations, et que les salariéEs soient maintenus dans leurs fonctions et leurs attributions. Ce que la direction refuse à l'heure actuelle.

Dans sa lettre, MJM n'explique que 10 des 12 ruptures conventionnelles qui ont eu lieu en 4 ans. Et que parmi ces 10, il y en aurait 8 dont elle n'aurait pas à rougir, et 2 seulement qui seraient liées aux conditions de travail.

Il y a en effet des gens qui sont partis pour des raisons personnelles. Mais il y en a aussi qui sont partis sans l'avoir choisi. Et d'autres enfin qui l'ont décidé, mais parce que le climat de la structure était devenu trop pesant pour eux. De plus, dans sa lettre, MJM prétend que la responsable d'accueil/billetterie (déléguée syndicale CGT/Synptac) serait la cause de tous les départs des personnes travaillant à l'accueil. Or c'est faux. Nous avons des témoignages qui prouvent le contraire.

Ce dénigrement permanent de votre travail est-il basé sur des reproches concrets et tangibles ?

Non, jamais. D'ailleurs nous avons d'excellents rapports – et c'est ça qui est incroyable – avec tous nos partenaires (enseignantEs, artistes, responsable d'association ou de CE...). Nous n'avons de problèmes qu'avec la direction, qui voudrait que nous fassions autre chose que ce que l'on fait. Mais quoi ? Les reproches qui nous sont faits ne sont jamais étayés, et restent très flous et très opaques (dysfonctionnement, désorganisation, mais sans apporter d'éléments concrets). Tout cela nous a conduit à penser que ce n'était pas ce que nous faisons qui posait problème, mais qui nous étions...

Mais comment la direction justifie-t-elle de porter un projet prétendument émancipateur avec des méthodes qui ressemblent beaucoup à celles du néolibéralisme ? Dans son projet, il y a une ligne politique sous-jacente au projet artistique, une « Idée » que nul n'est autorisé à remettre en cause. Et à l'encontre des personnes qui ne seraient pas dans cette ligne – surtout nous, aux relations publiques –, la direction considère qu'elle peut se permettre d'utiliser les mêmes moyens néolibéraux qu'on va trouver dans toutes les grosses boîtes. Pour notre direction, la fin justifie les moyens. Et ça n'est pas du tout une contradiction pour elle. C'est quelque chose qu'elle assume.

FORD BLANQUEFORT

Travailler ? Oui, mais pour notre avenir !

La mobilisation des collègues reste très difficile à organiser. Pourtant la colère contre Ford est bien réelle. D'ailleurs il y a une forme de résistance qui se développe : ralentir les productions ou parfois même ne pas produire du tout pendant quelques jours. C'est ce qui arrive sur la ligne d'assemblage par moments. Il faut dire que les niveaux de production sont très faibles et que Ford n'a plus vraiment besoin que nous fabriquions.

Il semble que l'activité actuelle ne soit là que pour maintenir les salariéEs au travail, un minimum, question de discipline, et ainsi de maintenir le calme dans l'usine. De quoi occuper les salariéEs : le temps qu'on passe à travailler, on ne le passe pas à réfléchir. La direction le dit : les

ouvriers ont un contrat de travail et il faut le respecter sous peine de sanctions disciplinaires et financières ! Un patron ça ose tout.

Une hiérarchie agressive

En réalité, c'est Ford qui décide de ne plus apporter de travail, qui décide de fermer l'usine, et c'est

donc Ford qui rompt à sa manière le « contrat de travail », qui ne respecte pas les engagements pris ces dernières années. Mais ce sont les salariéEs qui doivent « respecter » leur contrat.

Tout cela renforce logiquement le sentiment d'être manipulés par une direction sans scrupule, juste payée

pour faire passer le PSE le plus vite possible et sans accroc. Sauf que le mépris, ça fait faire des erreurs. Face à la « démotivation » des collègues, la hiérarchie, déjà complètement discréditée, met des coups de pression, exerce menace et chantage. Elle ne supporte pas que les salariéEs puissent décider

NOTRE-DAME-DES-LANDES

La Zad défend ses terres communes

« Vous n'entendrez plus parler de Notre-Dame-des-Landes » avait prophétisé Gérard Collomb en mai dernier, quelques jours avant que Maxime voit sa main arrachée par une grenade de la gendarmerie. Mais les faits sont têtus : la Zad est encore là, elle vit et se développe à nouveau après le tsunami policier du printemps dernier. Et se bat pour conserver ses terres.

Abrité du monde capitaliste, la Zad grouille de réalisations et de projets. Les projets agricoles restent à découvrir, d'où l'opération « porte ouverte » des 29-30 septembre, justement intitulée « Terres communes », pour rappeler l'usage particulier qui est fait des terres de la Zad : loin de l'appropriation capitaliste, elles relèvent des Communs.

La Zad mise à mal

Cette ouverture était nécessaire pour assurer à la Zad le renouvellement de ses soutiens, après l'abandon du projet d'aéroport. Le mouvement s'est étiolé, en premier lieu avec la dissolution de l'Acipa, principale association contre l'aéroport. Mais une nouvelle s'est constituée, « NDDL Poursuivre ensemble », qui a rassemblé près de 400 adhérentEs en un mois. Avec la destruction des habitats, la population de la zone s'est réduite, mais la Zad vit encore, contre toute prévision, ce qui est en soi une victoire. Il s'agit de conserver les terres de la Zad. Or un comité ad hoc doit décider, le 12 octobre, de l'attribution des terres agricoles.



REPORTERRE

D'où le rendez-vous des 29-30, pour faire pression sur l'État.

Deux visions du monde rural s'opposent

La vision capitaliste de la répartition des terres est purement utilitaire : après avoir longtemps fait de la Zad un simple support de construction, elle voudrait la réorienter comme support de l'agro-industrie. Remembrement et concentration capitaliste, spécialisation des productions, artificialisation des paysages, disparition de la biodiversité,

dépendance à l'agro-business, et concurrence permanente des agriculteurs pour l'obtention de nouvelles terres. Dans le monde agricole, la course à l'agrandissement est en effet la principale manière de rentabiliser les investissements en machines.

Ironie d'un projet sans cesse différé par la résistance des populations, les terres de la Zad sont une survivance de l'agriculture pré-industrielle. Et ses nouveaux et nouvelles habitantEs portent une vision où la propriété capitaliste des terres laisse place aux

Communs et à leurs usages : « On cherche des synergies entre des enjeux naturalistes et des enjeux de production paysanne, alors que depuis une quarantaine d'années, la logique générale c'était que ces enjeux s'opposent. »

Avec une normalisation partielle inévitable, la Zad parviendra-t-elle à conserver son caractère militant, anticapitaliste, autogéré, libertaire ? La richesse des débats de ce rassemblement sont un indice encourageant.

Bertrand Achel

1 - « À coups de béliers », sur <https://zadibao.net>

Le 26 septembre, la grève avait dépassé le seuil symbolique des six mois. Et les différentes interventions des postiers et postières lors de cette soirée « anniversaire » ont montré que, au-delà de leurs revendications immédiates, les grévistes se battent aussi pour leur dignité d'hommes et de femmes qui sont la base de la société, sans quoi rien ne peut fonctionner ; la dignité de travailleurEs.

Difficultés... et détermination

Six mois de grève, ce sont aussi des inquiétudes, des moments difficiles, car la grève affecte directement les familles dans leur quotidien : alors que la direction s'acharne à verser des payes à 0 euro, il faut toujours payer les loyers, honorer les crédits, et vivre au jour le jour. Mais ces difficultés n'entament en rien le moral des grévistes, car touTEs sont bien déterminés à ne pas retourner travailler avant d'avoir gagné.

LA POSTE Six mois de grève dans le 92

Le 29 septembre, au théâtre de la Belle Étoile, la photo de groupe était belle : les postierEs qui, depuis six mois, bravent la répression et l'arbitraire patronal pour imposer leurs revendications sur les conditions de travail, et la réintégration de leur représentant syndical, Gaël Quirante.

En cette rentrée, il est plus que jamais possible de gagner car la grève s'est élargie : les postierEs de Châtenay-Malabry ont rejoint la grève reconductible le 18 septembre ; le 25, ce sont les facteurEs du service de collecte d'Asnières qui se sont joints au mouvement ; le 28, c'est la majorité des collègueEs de Gennevilliers qui ont exercé leur droit de retrait, dont beaucoup d'intérimaires. En effet, ils ont appris que le chef avait entrepris des travaux sur le centre sans consulter le CHSCT alors qu'il y a de l'amiante dans les locaux !



HERMANN CLUCK

Le 1^{er} octobre, la boîte assigne une nouvelle fois Gaël Quirante en justice pour tenter de restreindre sa liberté de circulation sur les centres, en lui imposant une demande d'autorisation préalable de 48 heures, sous peine de

1000 euros d'amende et de l'intervention des forces de l'ordre. La boîte pense que si le jugement lui est favorable, les grévistes reprendront le travail. Elle a tout faux : ils et elles sont, plus que jamais, déterminés ! La soirée du 29 l'a montré... Mais pour qu'ils puissent gagner, il est urgent de les soutenir financièrement, en achetant leur calendrier et en versant à la caisse de grève.

Correspondant

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfk166>, chèques à l'ordre de Sud Poste 92:51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention « solidarité grévistes » au dos.

FRONT SOCIAL

Une bonne reprise

Le Front social s'est réuni à Paris le 29 septembre (sa dernière rencontre remontait à avril 2018). L'occasion pour les participantEs, dont plusieurs venus de régions (Grenoble, Metz et Rouen), dans une salle comble, de faire le point suite aux mobilisations du printemps dernier et sur la rentrée sociale.

Un tour d'horizon rapide, à commencer par les présentEs (postiers du 92, New Look, éducation, travail social, etc.), a montré que les luttes sont toujours nombreuses et déterminées. Dans le même temps, la politique des directions syndicales reste non seulement indigente (la FSU, par exemple, annonce une date de mobilisation le 12 novembre, avant même la journée du 9 octobre, tandis que Solidaires manifeste contre le Medef avant de rencontrer le gouvernement quelques jours plus tard), quand elle ne tend pas vers la compromission, à l'instar de l'offre de négociations des confédérations adressée au patronat, qui provoque des remous importants dans la CGT, ou le ralliement de FO à la renégociation de l'assurance chômage voulue par le gouvernement, en dépit du radicalisme affiché par son nouveau secrétaire général.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Pour un calendrier d'initiatives

Dans cette situation où beaucoup de camarades, joints par téléphone lors de la rencontre, subissent la répression comme à McDonald's Marseille, la nécessité de rejeter leur « dialogue social », où tu peux parler de tout mais décider de rien, et de regrouper les forces, à l'instar de la participation du Front social à la manifestation des Ford à Bordeaux le 22 septembre, a vite fait consensus.

Pour que le 9 octobre ne soit pas une énième journée sans lendemain, nous nous sommes accordés sur le calendrier d'initiatives suivant, qui vise notamment à renouer avec ce qui a fait le succès du Front social à son lancement : participation à l'audience géante, prévue à Amiens le 4 octobre, des Goodyear qui vont demander des comptes devant les Prud'hommes à la multinationale qui les a licenciés, tenue d'une assemblée générale après la manifestation parisienne du 9 octobre, être aux côtés des Ford au salon de l'automobile le 12. Enfin, une nouvelle réunion est prévue dans la foulée pour regrouper davantage de boîtes et de secteurs en lutte, afin de mettre sur pied une initiative nationale, à l'image de celle du 18 novembre 2017 vers l'Élysée : tous et toutes ensemble, le même jour et au même endroit, pour taper sur le même clou !

LD

combien ils produisent, puissent se passer d'elle et, pire encore, puissent ne plus la craindre. Une partie de la hiérarchie dérape. Cela fait réagir, cela permet de discuter de la légitimité de refuser le travail dans ces conditions, de revendiquer le droit de penser à nos intérêts, de les défendre, de s'occuper de nos affaires. Nous rappelons qu'à l'usine on peut faire autre chose que travailler et obéir à une direction ou à des cadres qui se moquent bien de l'intérêt collectif et de notre avenir à touTEs.

Alors bien sûr, cette situation n'est pas si simple. Une partie de la hiérarchie est agressive, harcèle des collègues. Ça fait du dégât humainement. Cela provoque de la colère, parfois les cadres se font

remballer mais pas toujours. La peur aussi existe, la souffrance, parfois l'incapacité pour les collègues de riposter.

Une résistance qui marque les esprits

La CGT fait des tracts pour dénoncer la politique d'intimidation des dirigeants, pour soutenir les collègues, essaie ainsi de favoriser les échanges, pour donner de la force, du courage, de la confiance. Ce qui compte, c'est que collectivement, le plus possible, nous nous sentions légitimes à nous défendre, à nous faire respecter.

Dans ce contexte difficile, les choses peuvent évoluer rapidement. La résignation ou le sentiment d'impuissance peuvent à un moment

donné s'effacer. C'est évidemment ce que nous espérons, ce à quoi nous travaillons. La manifestation du samedi 22 septembre, dynamique et deux fois plus importante que celle du 30 juin, a redonné le moral à l'équipe militante et aux salariéEs combattifs. Tout ce que nous avons fait durant ces dernières semaines, les actions diverses pour défendre les emplois et l'avenir de l'usine, même à peu nombreux, ça paye un peu. Cela exerce une pression sur les pouvoirs publics. Notre détermination sensibilise la population, elle montre qu'on peut s'opposer à une fermeture, à des licenciements. Cette résistance marque les esprits. Et ce n'est sans doute pas pour rien qu'une possibilité de reprise est maintenant défendue par le

ministre Le Maire, qui a remontré le bout de son nez tout récemment, la veille de notre manifestation... Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas à faire de pronostics. Nous avons une bataille à poursuivre, il nous faut pousser, pour sauver le plus d'emplois possibles, pour empêcher la fermeture de l'usine. Durant les semaines qui viennent, nous allons multiplier les initiatives : soutien aux Goodyear et aux GMS, manifestations le 9 octobre, puis le 12 octobre devant le salon de l'auto, et de nouveau à Bordeaux le 25 octobre... jusqu'à atteindre l'objectif ! S'il y a une seule chance, alors il ne faut pas la gâcher. Il nous faut l'arracher.

Philippe Poutou

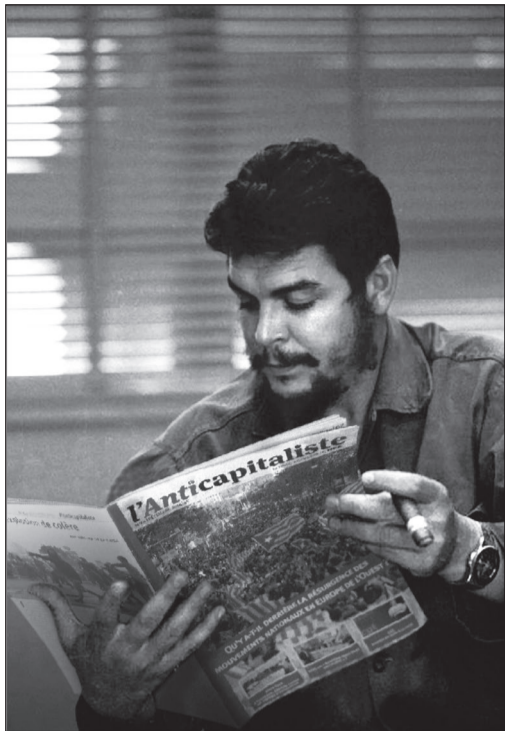


SUD PTT GIRONDE

Fête du NPA 33

Sous le soleil... et pour la lutte!

Le 30 septembre, après les luttes du printemps, la fête du NPA 33 était aux couleurs de la riposte à Macron et sous le signe de l'internationalisme face au drame des migrantEs.



l'Anticapitaliste la revue
Le n°100 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

Plus de 175 personnes, jeunes et moins jeunes, dont beaucoup de nouveaux et de nouvelles, ont participé aux trois débats : « *Migrants, sans-papiers, travailleurs, un même combat internationaliste* », « *Jeunesse et classe ouvrière, quelle stratégie pour les révolutionnaires ?* » et « *Faire vivre la convergence des luttes pour organiser la riposte* ».

Des luttes et des perspectives politiques

Au cours de ce dernier, un camarade postier est revenu sur leur dure lutte dans le département pendant plus d'un mois. Les facteurEs ont convaincu et rassemblé bureau par bureau, ont pris leurs décisions en AG de grévistes et ont constamment cherché la convergence avec tous les secteurs présents au débat. Le camarade cheminot a montré que la grève avait permis, non pas de gagner sur le pacte ferroviaire, impossible avec la stratégie du 2/5 des directions syndicales, mais de mettre en place des AG de tous les métiers, et la naissance sur Bordeaux d'un comité de mobilisation de syndiquéEs et non-syndiquéEs pour mener la grève, défendre le retrait du pacte et la grève reconductible, et pratiquer la convergence des luttes avec d'autres travailleurEs et les usagerEs. Un point d'appui, comme l'intergares de Paris pour les prochaines luttes, pour contrer le dialogue social des bureaucraties syndicales.

Le camarade de Ford a rappelé que leur lutte difficile durait depuis plus de 10 ans, et qu'il n'était pas question de se faire licencier sans arracher tout ce qu'il était possible à la multinationale.

Le camarade de la santé a montré que bien des luttes dans les secteurs public et privé avaient été encouragées par les luttes précédentes. Le camarade étudiant a affirmé que pour être audacieux dans les luttes, il faut se servir de ce qu'il y a de positif dans ces grèves, avec l'aide du parti révolutionnaire.



NPA

Ce débat a permis de rendre compte de la nécessité d'un parti utile aux travailleurEs et aux jeunes pour la convergence des luttes, indispensable aussi comme boussole pour des luttes offensives, pour le pouvoir des travailleurEs demain. Dans son allocution, Philippe Poutou est revenu, en s'adressant entre autres aux camarades et sympathisants de LO présents dans la salle, sur la nécessité de faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste aux élections européennes, face à la remontée des idées réactionnaires en tout genre, en s'appuyant sur les acquis des grèves et mobilisations dont il a été largement question durant la journée.

M.C.

Souscription du NPA

**UNE VOIX ANTICAPITALISTE
CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE**

SOUSCRIPTION 2018 / SUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Culture

Deux rencontres à la librairie La Brèche

Etre attentive en permanence aux besoins d'autrui représente pour les femmes une charge émotionnelle continue - et invisible.



Après avoir reçu Ugo Palheta (*la Possibilité du fascisme*) et Jean-Marc Rouillan (*10 ans d'Action directe*), notre librairie préférée, la Brèche, organise deux nouvelles rencontres qui promettent d'être passionnantes.

Rencontre avec Emma, le vendredi 5 octobre

À partir de 17h30 (présentation du livre à 18h30), à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, métro Daumesnil.

La première d'entre elles aura lieu le vendredi 5 octobre. Après le succès de *la Charge mentale*, l'auteure de bande dessinée Emma nous fera le plaisir de présenter son nouveau livre, *la Charge émotionnelle et autres trucs invisibles*, à la librairie du NPA. Comme parfois un dessin vaut mieux que de longs discours, voici un avant-goût de son travail ci-contre.

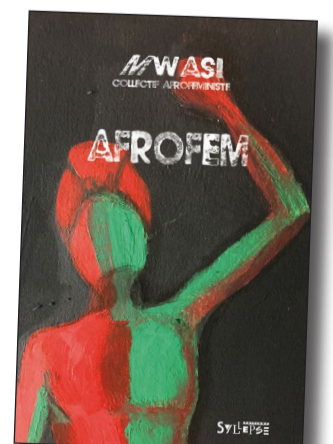
Rencontre avec Mwasi, le mercredi 10 octobre

À 18h30, à la librairie.

Le mercredi 10 octobre, ce sera au tour du collectif afroféministe Mwasi de présenter *Afrofem!*, qui vient de paraître aux éditions Syllepse, et dont la présentation donne le ton :

« *Les femmes noires en France doivent être sauvées de leur famille, de leur communauté (pères, frères, cousins)*. Ce sauvetage est proposé gracieusement par l'État au travers de l'école républicaine, appuyée par des alliés de choix (médias, monde de la culture, associations, intellectuel-les). Mwasi

est un collectif de femmes qui ne veulent pas être "sauvées" par qui que ce soit. Femmes noires et afro-descendantes, nous désignons l'État français, le "féminisme" blanc dominant et le racisme d'État comme des ennemis politiques. Notre seule préoccupation est d'être à la hauteur des idées, des pratiques et de l'héritage qui sont les nôtres : les combats contre la négrophobie, l'impérialisme, l'hétéro-patriarcat et le capitalisme. Nous avons choisi l'afroféminisme pour traduire politiquement nos révoltes que nous voulons transformer en révolution pour un changement radical de système, un système débarrassé du racisme, de la domination masculine et du capitalisme. Nous faisons le choix



de l'organisation politique autonome et de la libération comme horizon. Ce livre est notre contribution afroféministe à la libération noire et panafricaine.»

Essai

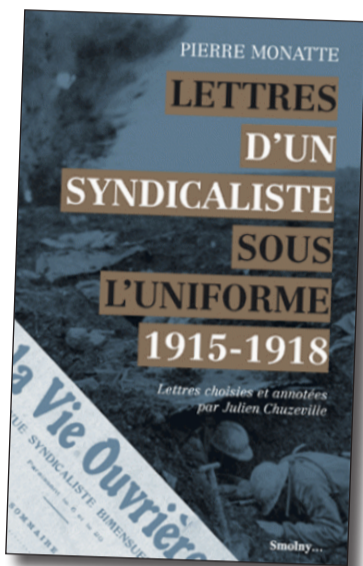
Lettres d'un syndicaliste sous l'uniforme, 1915-1918, de Pierre Monatte

Édition établie par Julien Chuzeville, Éditions Smolny, 112 pages, 10 euros.

« Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. » Abattu devant ces défaillances narrées dans ses Souvenirs (1960), Pierre Monatte s'empresse néanmoins d'ajouter : « Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût. »

À l'inverse de ceux qui rallient l'Union sacrée à l'été 1914, lui choisit de rester fidèle à l'internationalisme prolétarien. Le court ouvrage publié aux éditions Smolny expose le sens de classe d'un militant ouvrier issu de « l'élite du syndicalisme révolutionnaire » à travers ses lettres écrites durant la guerre.

On y trouve sa lettre de démission du Comité confédéral de la CGT le 7 décembre 1914, affirmant que « les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ;



boi[t] et dor[t] le plus animalement du monde. »³

« Il n'y a pas de besoins menues à négliger. »⁴

Cette condition n'arrête pas un combattant comme Monatte, qui demande inlassablement à obtenir des journaux pour suivre les événements et se positionner. On comprend, dans ses lettres, la volonté de regrouper et de faire exister « notre petit monde particulier »⁵, ce monde, défait provisoirement par la faillite des organisations ouvrières, prêt à renaître de l'effort militant des « individualités disséminées »⁶ qui ne se sont pas reniées et s'opposent à la guerre. Ces lettres donnent envie d'être complétées par d'autres lectures. Elles sont un voyage dans des milieux oubliés de militants anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, féministes, correcteurs, instituteurs, intellectuels, parfois socialistes, parfois tout à la fois, et en lien avec des militantEs allemands, suisses, ou russes dont Léon Trotski, un temps exilé en France. Un univers qui ne tardera pas après le renversement du tsar en février 1917

elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leur pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des États. » Cette démission lui vaut d'être mobilisé dans les jours qui suivent et de mener « une existence de bête de cantonnement » où il « mange,



Essai

Sorcières, la puissance invaincue des femmes, de Mona Chollet

Éditions Zones/La Découverte, 232 pages 18 euros.

construction de la figure de la sorcière, à partir du 15^e siècle, participe de l'affirmation d'une misogynie, voire d'un antiféminisme « modernes », qui marqueront durablement nos sociétés, à un point tel que nombre de mécanismes les plus actuels de stigmatisation et de relégation des femmes trouvent leur source dans la figure honnie de la sorcière. Telle est la principale force du livre de Mona Chollet : montrer que le sexisme et le patriarcat contemporains s'inscrivent dans une longue tradition de chasse aux sorcières, le tout sans raccourci ni caricature. Femmes célibataires, femmes âgées

et veuves, femmes refusant d'avoir des enfants : surreprésentées parmi les « sorcières » victimes des violences des 16^e et 17^e, ces figures demeurent aujourd'hui encore les cibles des discours et des pratiques sexistes et misogynes, tant elles sont en rupture avec les codes convenus de la « féminité », refusant d'être subordonnées à un homme et/ou de remplir les rôles assignés aux femmes. L'ouvrage foisonne de sources (féminines) et de références, de la littérature aux médias en passant par la pop culture, qui donnent à l'ensemble une puissance, teintée d'humour, qui fait mouche. Et, alors que l'identité

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

à soutenir ceux que Monatte appelle « nos gars de là-bas »⁷, c'est-à-dire les révolutionnaires russes.

Kris Miclos

- 1 – Pour reprendre l'expression d'Ernest Labrousse impressionné par Monatte et son équipe s'occupant en 1922 de la rubrique « vie sociale » de l'Humanité, sans se mélanger avec « la rédaction petite bourgeoise des autres rubriques » et très certainement avec les anciens socialistes ayant soutenu la guerre.
- 2 – Jusqu'à présent, nous ne disposons que des lettres qu'il avait reçues.
- 3 – Lettre à Marcel Martinet, 23 juillet 1915.
- 4 – Lettre à Marcel Martinet, 11 février 1916.
- 5 – Lettre à Marcel Martinet, 12 février 1916.
- 6 – Lettre à Léo Monatte, 18 juillet 1915.
- 7 – Lettre à Marcel Martinet, 8 mai 1917.

Le nouvel ouvrage de la journaliste Mona Chollet, qui fait suite aux remarquables *Beauté fatale* (2012) et *Chez soi* (2015), vaut le détour. Le pitch ? C'est l'auteure qui l'explique le mieux : « En anéantisant parfois des familles entières, en réprimant sans pitié certains comportements et certaines pratiques désormais considérées comme intolérables, les chasses aux sorcières [des 16^e et 17^e siècles] ont contribué à façonner le monde qui est le nôtre. Si elles n'avaient pas eu lieu, nous vivrions probablement dans des sociétés très différentes. Elles nous en disent beaucoup sur les choix qui ont été faits, sur les voies qui ont été privilégiées et celles qui ont été condamnées. »

Sorcières d'hier et d'aujourd'hui

Ni histoire des chasses aux sorcières ni livre de sorcellerie (même si certains réacs le considèrent peut-être comme tel), l'ouvrage de Mona Chollet est un essai résolument féministe, qui entreprend de démontrer que le phénomène (de masse) des chasses aux sorcières ne fut pas un accident de l'histoire ou le produit de la folie de quelques intégristes religieux, mais « un déchaînement de violence né d'une peur devant la place grandissante que les femmes occupaient alors dans l'espace social. » La

Musique

Joy As An Act Of Resistance, Idles

Chez Partisan Records.

Tatapoum, Tatapoum ! Après un percutant premier album (*Brutalism*, paru en 2017), voici qu'arrive dans nos bacs le nouvel album du groupe Idles, *Joy As An Act Of Resistance*. Ça fait du bruit et ça vient de Bristol en Grande-Bretagne. Musicalement, ça tabasse. Beaucoup de guitares, beaucoup de basses et parfois on a même l'impression qu'ils ont fait appel à un tractopelle pour renforcer leurs troupes. Et puis il y a Joe Talbot, la voix rageuse et parfois si fragile qui donne à leurs albums une touche d'émotion dans ce monde de brutes punk-rock. On met le disque sur la platine, on monte un peu le son et on a



l'impression que l'air s'imprègne très vite d'une odeur de sueur, d'huile de vidange et de bières. Et puis on a rapidement envie de casser des trucs, car la rage de Idles est communicative.

Joe Talbot, lors d'un de ses récents concerts parisiens, déclarait : « J'admire les migrants qui viennent commencer une nouvelle vie sur notre île de merde ! » Des rockers qui parlent dans leurs chansons des violences faites aux femmes, moquent le masculinisme ou qui prennent la défense du système de santé... ça rappelle les meilleures heures du rock anglais des Sex Pistols aux Clash, quand les rockers ou les punks essayaient encore de dire quelque chose sur le monde dans lequel ils vivent, voire de le subvertir. Idles, ça serait une bonne BO pour une émeute. Pierre Baton

Cinéma

Un peuple et son roi, de Pierre Schoeller

Film français, 2018, 2 h 01.

Réalisé par Pierre Schoeller (*L'Exercice de l'État*) *Un peuple et son roi* est une chronique des premiers moments de la Révolution française, de 1789 à 1793. C'est-à-dire de la prise de la Bastille jusqu'à l'exécution du roi.

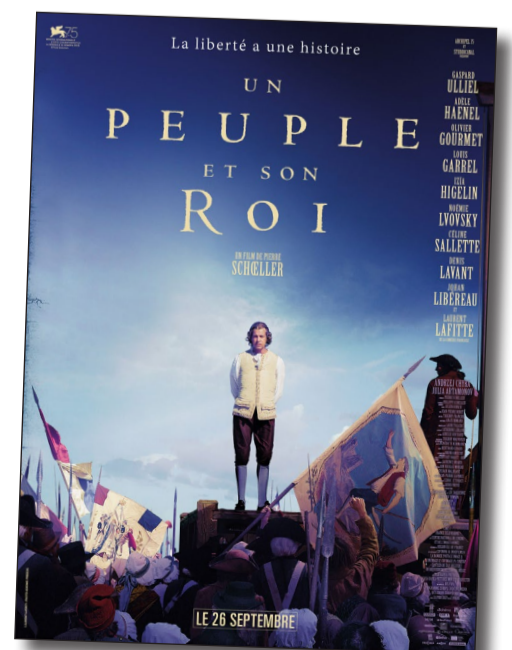
Au niveau des habitantEs des faubourgs

Il ne s'agit pas d'une grande fresque historique avec une débauche de moyens, qui montrerait la Révolution française grand angle, mais plutôt d'une succession de saynètes qui survolent toute cette période. Le parti pris n'est pas celui des grands événements, des grandes figures dont on a gardé la mémoire, mais plutôt de se placer au niveau des habitantEs des faubourgs de Paris, des ouvrierEs des ateliers, des femmes particulièrement. On suit de scène en scène les membres de la famille d'un verrier (Olivier Gourmet, Adèle Haenel, Gaspard Ulliel, Izia Higelin, Noémie Lvovsky) engagée dans la révolution, dans ses débats, dans ses actions, dans sa confrontation au pouvoir. Les moyens financiers de la production étant limités, la caméra est très proche des personnages, des objets, quasiment à l'épaule, privilégiant le gros plan ; elle partage le point de vue du peuple de Paris et de fait rend perceptibles la distance, la divergence d'intérêts avec les représentants des autres classes sociales, les bourgeois, la noblesse, le roi, beaucoup plus lointains. Ce choix, hélas, a ses limites dès que la caméra prend du recul : la marche des femmes paraît bien maigrelette sur l'écran, et incapable de faire vaciller le pouvoir alors que celle (bien réelle) de 1789, quasi insurrectionnelle, était d'une autre ampleur.

Accent mis sur le rôle des femmes

Pierre Schoeller choisit aussi de mettre l'accent sur le rôle des femmes, de la famille jusque dans les confrontations révolutionnaires : toujours au premier plan dans l'action, mais toujours cantonnées au deuxième rôle politique, exclues de la représentation. Cette période des premiers temps de la révolution est pleine de mobilisations où les femmes ont un rôle de premier plan voire décisif, marche des femmes d'octobre 1789, fusillade du Champ de Mars le 17 juillet 1791, siège des Tuileries le 10 août 1792. Ce point de vue ne tord pas la réalité, bien au contraire. Il permet de confirmer une Révolution française se situant à la genèse de la période contemporaine et de ses débats. On regrettera que le film fasse l'impasse justement sur ces derniers, qui traversent le peuple des faubourgs, dans les clubs, où les femmes étaient souvent présentes (dans l'auditoire il est vrai) et dont certains précisément étaient strictement composés de femmes au moins jusqu'à la fin 1793. On aurait aimé assister à un de ces moments où la parole se libère et où se construit la conscience sociale... Enfin reste une ambiguïté autour du régicide. Laurent Lafitte campe un Louis XVI certes pas caricatural mais qui a fait son temps. On assiste à la désincarnation du monarque absolu, qui ne peut plus gouverner comme avant, ce qui ne peut se conclure que par sa mort. Son sang qui rejaillit sur les mains des enfants au pied de la guillotine induit un peu trop une faute, une culpabilité qui n'a pas lieu d'être. Malgré ses imperfections, le souffle de la mobilisation révolutionnaire traverse le film, la rendant plus proche, plus concrète, plus accessible. C'est une belle popularisation de l'épreuve révolutionnaire, en rendant ses enjeux simples et limpides. Et c'est une bonne occasion de réviser son histoire.

Jean-Marc Bourquin



«Ce qui rend le fascisme possible, c'est une crise d'ensemble des médiations politiques, idéologiques et institutionnelles»

Entretien. À l'occasion de la sortie de son livre *la Possibilité du fascisme* (éditions la Découverte), nous avons rencontré **Ugo Palheta**.

Ton livre s'intitule *la Possibilité du fascisme*. Avant toute chose, pourrais-tu nous préciser ce que tu entends par «fascisme»? Il y a un enjeu de définition important autour de cette notion, qui a des conséquences pour l'analyse... et la pratique.



DR

Le fascisme comme régime désigne un pouvoir capitaliste en ce sens qu'il sert les intérêts des fractions du grand capital industriel et financier, mais un pouvoir capitaliste d'un genre particulier puisqu'entre autres choses il ne cherche pas à intégrer mais à annihiler totalement le mouvement ouvrier. Mais même si le fascisme a évidemment besoin du soutien de la classe dominante pour parvenir au pouvoir, en particulier à travers des alliances passées avec ses représentants politiques, on ne comprend rien à la manière dont il se développe comme mouvement si on s'imagine qu'il n'est qu'un jouet dans les mains de la bourgeoisie. Dans toute sa période d'ascension, le fascisme conquiert une audience de masse en obtenant des soutiens venant de toutes les classes sociales, même si son cœur sociologique se situe au sein de la petite bourgeoisie au sens large (petits patrons, professions libérales, salariat intermédiaire, etc.), où il recrute l'essentiel de ses cadres. C'est à ce titre que le fascisme dispose d'une autonomie relative vis-à-vis de la classe dominante et qu'il peut développer sa propre critique du système capitaliste: une critique opportuniste (les fascistes n'ayant aucun scrupule à s'allier avec les capitalistes au moment où cela leur est nécessaire), nationaliste (ce qui est critiqué ce n'est pas l'exploitation patronale en elle-même mais la dimension financière et mondialisée du capitalisme), et inoffensive (ils ne remettent jamais en cause les fondements de ce système, à savoir la propriété privée des moyens de production). Mais une critique tout de même, et c'est précisément pour cela que, dans des périodes où le capitalisme entre en crise (économique et politique), le fascisme peut gagner l'audience de couches sociales qui, pour des raisons diverses, se sentent lésées voire désespérées. Il le fait en développant un projet politique qui a des accointances avec certaines franges des droites mais qui lui est spécifique: un projet de régénération nationale passant par le rétablissement fantasmatique de l'unité politique, de l'homogénéité ethno-raciale et de l'intégrité culturelle du corps national, et cela en écrasant, par une combinaison de violence étatique et extra-étatique, les «ennemis» et les «traîtres», autrement dit les mouvements de contestation (en premier lieu le mouvement ouvrier, son ennemi le plus dangereux) et les minorités (notamment ethno-raciales).

Tu adoptes une posture très critique à l'égard de la notion de «populisme». Pourquoi?



Je pense que le «populisme» est l'une des pires catégories du langage politique et de la science politique. Cela est très visible dans le fait qu'elle mêle des mouvements dont les idéologies et les programmes sont opposés (en vrac Thatcher et Corbyn, Chavez et Orbán, Mélenchon et Le Pen, etc.). S'il en est ainsi c'est que cette catégorie est fondée sur des critères extrêmement vagues: la démagogie (mais qui est juge de ce qui est démagogique ou non?), l'appel au peuple (mais qui ne fait pas appel au peuple dans des régimes où c'est l'élection au suffrage universel qui commande l'accès au pouvoir politique?), ou encore l'affichage d'une posture «anti-système» (mais n'est-elle pas présente aujourd'hui dans tout le champ politique, même du côté macroniste?). Si on est cohérent, on trouvera du populisme à peu près partout, donc nulle part. Ce n'est donc pas pour des raisons intellectuelles mais essentiellement du fait de ses fonctions politiques que la catégorie de populisme s'est imposée à partir des années 1980. Elle a en particulier permis de mettre dans le même sac toute critique du «système», qu'elle vienne de l'extrême droite ou de la gauche radicale, et elle a donc eu pour effet de désarmer toute contestation de gauche en l'assimilant à l'extrême droite. Par ailleurs il ne faut pas oublier qu'à la racine de la catégorie de «populisme» il y a le «peuple» et que la critique politique ou journalistique du «populisme» est bien souvent, explicitement ou non, une mise en accusation des classes populaires et l'expression d'un mépris de classe, très répandu dans le champ politique et médiatique: le «populisme» serait ainsi le propre de ces classes réputées par essence irrationnelles, disposées à se laisser entraîner dans des dérives

autoritaires ou xénophobes. Enfin, la diffusion de cette catégorie de populisme – en lieu et place de celle de fascisme – a eu deux effets favorables au FN devenu RN: en le taxant de «populiste», on l'a lavé de ses liens pourtant évidents avec le fascisme et on l'a placé implicitement du côté du peuple, alors même que le FN n'avait initialement aucun ancrage électoral dans les classes populaires (et qu'il est encore aujourd'hui, dans ses organes de direction, complètement étranger aux classes populaires, ne comptant aucun ouvrier ou employé dans son comité central).

Ton livre s'intéresse essentiellement aux conditions de possibilité de l'émergence d'un courant, voire d'un pouvoir fasciste. Quelles sont-elles? Et comment se traduisent-elles dans la situation française?

J'essaie de montrer qu'il ne suffit pas d'une crise économique pour que monte la xénophobie et que progresse l'extrême droite. Ce qui rend le fascisme possible, c'est une crise d'ensemble des médiations politiques, idéologiques et institutionnelles qui, en temps normal, assurent la reproduction paisible du système par un mélange de violence d'État et de consentement populaire où ce dernier a le premier rôle. Ce type de crise renvoie à ce que Gramsci nommait une «crise d'hégémonie», et elle n'est pas identifiable à une crise révolutionnaire, qui suppose un effondrement de l'État et une élévation soudaine du niveau de combativité, de confiance et d'auto-organisation des classes subalternes. Une crise d'hégémonie peut avoir des causes diverses selon les circonstances historiques et les caractéristiques d'une société mais, dans le cas de la France contemporaine, elle me semble liée au fait que l'offensive néolibérale y a été suffisamment forte pour briser une partie des équilibres sociaux construits de l'après-guerre jusqu'aux années 1970, donc dégradant la situation matérielle de larges franges de la population et leur confiance dans l'avenir, mais suffisamment contestée pour empêcher l'émergence d'un nouveau consensus politique, même par défaut, et d'une nouvelle hégémonie. Cette crise a eu plusieurs conséquences qui, dans une spirale de radicalisation où elles se renforcent les unes les autres, concourent à la dynamique fasciste: la délégitimation croissante et de

plus en plus rapide du personnel politique; le durcissement autoritaire de l'État, assurant la mise au pas des quartiers populaires et la répression des mouvements de contestation; la radicalisation du nationalisme français, par la construction d'un double consensus (anti-migrants et islamophobe); et la progression d'une organisation, le FN, qui, s'il ne dispose pas de l'appareil de mobilisation, d'encadrement et de violence propre au fascisme historique (les escouades de masse capables de s'attaquer au mouvement ouvrier), a œuvré depuis sa création à l'actualisation, à la banalisation et à la diffusion massive du projet fasciste évoqué plus haut.

«Conditions de possibilité» signifie aussi «possibilité de modifier les conditions», et donc d'inverser la tendance. Quels chantiers pour la lutte antifasciste aujourd'hui?

J'évoquerais (sans ordre d'importance) quatre directions qui me semblent découler du constat de l'actualité du danger fasciste. Tout d'abord l'importance de renforcer les structures d'auto-défense dont les mouvements sociaux et la gauche radicale ont (et auront) un besoin vital face aux organisations d'extrême droite mais aussi face à l'État néolibéral-autoritaire. Ensuite la nécessité de mobilisations locales visant à bloquer le développement d'un mouvement fasciste militant en empêchant, en décrédibilisant ou en marginalisant systématiquement les initiatives de l'extrême droite sur le terrain. Troisièmement la popularisation d'un antifascisme politique (et non simplement moral), défendant un programme articulant la lutte pied à pied contre l'extrême droite au combat contre tout ce qui la nourrit (les politiques néolibérales, la montée de l'autoritarisme, l'aiguïssement du racisme) et donc pour une autre société, passant notamment par la socialisation des moyens de production, la conquête d'une démocratie réelle et un démantèlement des structures matérielles du racisme (discriminations systémiques en particulier). Enfin la centralité d'une stratégie de front unique dont l'objectif permanent doit être de construire non seulement une opposition de masse aux gouvernements capitalistes mais aussi une majorité sociale et politique, donc une alternative de pouvoir.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

bastat LES LOBBYS RÉCHAUFFENT LE CLIMAT. Derrière leurs beaux discours

publics sur le climat, les multinationales continuent à s'opposer à tout objectif ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nouvelle illustration avec un document interne de BusinessEurope, le plus important lobby patronal européen regroupant tout le gratin des multinationales du vieux continent, mais aussi des États-Unis. Ce document interne révélé par Greenpeace montre comment BusinessEurope, actuellement présidé par Pierre Gattaz, ancien patron du Medef, entend faire capoter le projet d'introduire des objectifs climatiques plus ambitieux au niveau de l'Union européenne à l'horizon 2030.

Le lobby explique notamment – en des termes candides – comment il va «rester plutôt positif tant qu'on en reste au niveau des déclarations politiques, sans implications législatives» et «s'opposer à toute ambition accrue, en utilisant l'argument habituel de la distorsion de compétitivité face à nos concurrents». Autres tactiques prévues: entraver le processus par des arguments procéduraux, suggérer que mettre en place des objectifs supplémentaires «n'est pas le principal problème», en arguant qu'il vaut mieux encourager la Chine et les autres à réduire leurs propres émissions.

Derrière le veris vert de la communication d'entreprise, les grandes firmes continuent donc à refuser, via les lobbys patronaux et les associations professionnelles, toute forme de régulation contraignante dans le domaine climatique. D'un côté, quand il s'agit de défendre leur réputation et leur image, les multinationales françaises et européennes mettent en avant leurs engagements climatiques; de l'autre, à travers des lobbys impersonnels, moins compromettants, elles tiennent un discours parfois à l'exact opposé.

Le quotidien britannique The Guardian a contacté plusieurs multinationales membres de BusinessEurope, y compris les françaises EDF et Engie, ou encore Google, Facebook et Microsoft pour solliciter leur réaction sur une proposition si éloignée de leurs discours publics. Aucune de ces entreprises n'a souhaité prendre ses distances avec BusinessEurope. Ces révélations interviennent au moment où l'ONG InfluenceMap publie une nouvelle étude sur le positionnement des grandes multinationales sur les questions de climat, en tenant compte de leur lobbying indirect.

Olivier Petitjean, «Un document révèle comment les multinationales entravent toute action climatique ambitieuse», *Bastat*, 25 septembre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 10 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre
Hebdo	10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org